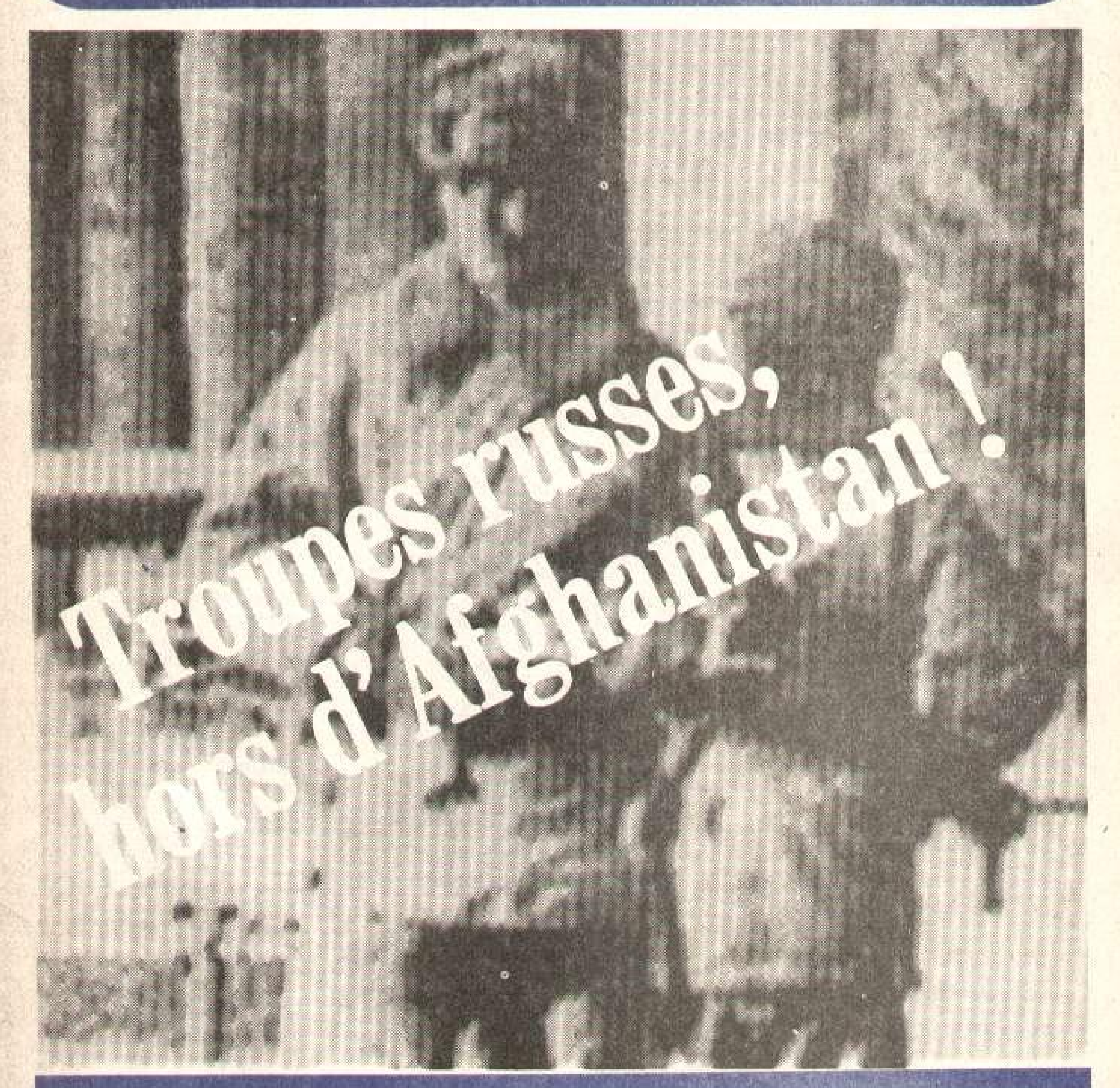
Bimensuel 4 F — No 68 du 9 janvier au 23 janvier 1980.

l'Humanité Rouge



MEETING 1er FEVRIER

Salle de la Mutualité 20H30°

A l'appel du PCML et PCRml

Soutenez «l'Humanité rouge», organe central du PCML

UN OUTIL IRREMPLAÇABLE

Un lecteur de Créteil nous a adressé une lettre dont voici des extraits essentiels.

« Je ne suis pas organisé ni membre du Parti, seulement un vieil ami. J'ai connu le mouvement marxiste-léniniste en 1966, lu l'*Humanité Nouvelle* de façon irrégulière jusqu'à son interdiction en Mai 1968, suivi ses directives d'abstention et mis un bulletin manuscrit pour les présidentielles, éprouvé des doutes sur l'appréciation qu'il fallait porter, en juin 1967, lors de l'agression israélienne (juif, j'étais à l'époque encore trompé sur cette question).

Ensuite, j'ai quelque peu milité à l'HR, lu le journal dès les premiers numéros, ce, sans interruption jusqu'à ce jour.

Que de souvenirs... d'espoirs et de certitudes (même aux périodes les plus confuses) m'a donné le journal.

En regardant en arrière, sans notre presse, la compréhension des grands bouleversements actuels n'aurait pas été possible, plus l'appréciation de certaines questions générales touchant le Mouvement communiste mondial.

En ce sens, je pense que le journal a bien rempli son rôle, outil pour les militants, manuel d'éducation pour tous, irremplaçable en ce temps de ténèbres où nous ont plongés les révisionnistes français.

Voilà mon sentiment si je pense à ces années passées.

Je n'éprouve pas non plus de doute sur la raison d'être du Parti, sinon comment apprécier l'importance du journal ?

J'ai confiance, confiance liée à la certitude de la justesse d'appréciation faite cette nuit de décembre 1967 à Puyricard, quand fut décidée la création du PCML. Voilà les raisons de mes certitudes, de mon attachement au Parti.

Les raisons de mes vœux de réussite complète pour l'unification des deux partis en un parti unique.

Depuis toujours, l'*Humanité rouge* a dû faire appel à ses lecteurs pour assurer son existence, aux différentes étapes de l'histoire de ce titre. Au-delà de l'aide au journal lui-même, il s'agissait aussi d'une aide au Parti dont l'*Humanité rouge* a toujours été le porte-parole. Une nouvelle étape est maintenant engagée, constituant un pas en avant important pour les marxistes-léninistes de France : la parution d'un quotidien unique, résultant de la fusion de l'*Humanité rouge* quotidienne et du *Quotidien du peuple*. Le nouveau quotidien, *Le Quotidien du peuple*, contribuera de façon importante à préparer la naissance du Parti marxiste-léniniste unique. Il s'agit d'un pas extrêmement important dans ce sens.

Dans cette situation, l'*Humanité rouge* bimensuelle reste l'organe central du Parti communiste marxiste-léniniste. Son rôle spécifique sera de faire connaitre les prises de position, l'action du PCML.

Camarades, lecteurs, aujourd'hui comme hier, *l'Humanité rouge* a besoin de vous, de votre soutien politique et financier. C'est pourquoi la souscription permanente est maintenant ouverte dans les colonnes de notre bimensuel.

SOUSCRIVEZ ET FAITES SOUSCRIRE !
SOUTENEZ L'ORGANE CENTRAL DU PCML !

– Humanité rouge. BP 201 - Paris 75826 Cedex 19. CCP 30 226 72 D La source (règlements en chèque bancaire, virement postal ou timbres).

La souscription permanente ouverte en septembre 1979 dans les colonnes de l'*Humanité rouge* quotidienne avait rapporté 73 669 F au 19 décembre 1979.

Une nouvelle souscription est maintenant ouverte dont nous publierons le détail dans nos prochains numéros.

ABONNEMENT BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 mois	8 F	15 F	15 F
3 mois	24 F	45 F	45 F
6 mois	48 F	90 F	90 F
1 an	96 F	180 F	180 F

l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE

Sommaire

11
Energie : horizon 2000

Le fil de l'actualité

International

Magazine

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Pierre Burnand. *Rédacteurs : Intérieur* : Jacques Duroc, Joël Fabien, Catherine Lemaire, Pierre Marceau. *International* : Serge Forest, Evelyne Le Guen. *Culturel* : Léon Cladel, Estelle Delmas, Bob Regard, Michel David. *Secrétaire de rédaction* : C. Dhalluin. *Administration* : Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle*. *Directeur de Publication* : André Druesne.

L'Humanité rouge BP 201 - 75926 Paris Cédex 19 CCP : 3022672 D La Source. Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP. Dépôt légal 3e trimestre 1979. Directeur de publication : André Druesne. Imprimerie La Nouvelle.

CORSE DERNIERE MINUTE

Alors que le peuple corse ne demande qu'une chose, la justice envers des éléments fascistes qui recourent depuis des années à des attentats et organisent des groupes armés, le gouvernement répond par la répression meurtrière. Il porte ainsi la responsabilité entière de la situation en cours de développement à Ajaccio et dans l'ensemble de la Corse.

La seule issue possible, c'est le retrait immédiat des forces de répression, la condamnation judiciaire sans équivoque des barbouzes du groupes Francia et la prise en considération des revendications légitimes de la population corse.

Paris, le 10 janvier 1980 - 9 heures
Jacques JURQUET, Secrétaire général du PCML

4
Déclaration du Comité Central du PCML : halte aux préparatifs de guerre de l'URSS !



Halte aux préparatifs de guerre de l' URSS !

DECLARATION DU COMITE CENTRAL DU PCML

L'invasion massive de l'Afghanistan par les forces armées soviétiques marque une nouvelle phase dans la politique impérialiste et les préparatifs de guerre mondiale de l'URSS. Brejnev cherche à justifier cette invasion en prétendant être venu à l'aide du peuple afghan. Mais la mise en place par l'armée russe d'un nouveau gouvernement dirigé par un homme venu tout droit de Prague, le désarmement des soldats afghans en raison des désertions massives et du passage à la résistance de nombreux soldats, l'engagement massif de l'armée soviétique dans les combats contre les patriotes afghans, les bombardements massifs de villages, tout cela montre ce qu'il en est de cette prétendue aide. En envahissant l'Afghanistan, le social-impérialisme soviétique veut écraser la résistance nationale du peuple de ce pays du tiers monde contre sa mainmise. Cela fait en effet des mois que des conseillers militaires et soldats soviétiques participent à des combats contre les patriotes afghans et subissent des échecs. Brejnev veut maintenant pouvoir en finir afin de faire de l'Afghanistan une colonie et une base stratégique de l'URSS.

En envoyant ses troupes envahir ce pays, Brejnev a pour but de renforcer la présence militaire de l'URSS à proximité des champs pétrolifères du Moyen-Orient et des voies de communication maritimes par lesquelles est acheminé le pétrole à destination de l'Europe, du Japon et des États-Unis. La guerre que mène l'URSS contre le peuple érythréen poursuit les mêmes buts. Cette région du monde est l'objet d'une lutte acharnée entre l'URSS et les USA dont l'enjeu est le contrôle des ressources pétrolières et l'occupation de positions décisives pour le contrôle des voies maritimes.

De leur côté, en soutenant jusqu'au bout le régime archi-criminel du Shah d'Iran, en soutenant la politique d'agression de l'État d'Israël contre le peuple palestinien et les autres peuples arabes, les USA ont eu et conservent pour but de maintenir leur présence dans cette région et d'y poursuivre leur politique de pillage des ressources pétrolières.

L'invasion de l'Afghanistan fait partie d'un déploiement des forces soviétiques dont l'objectif est de préparer l'asphyxie des approvisionnements pétroliers de l'Europe de l'Ouest afin de la soumettre. L'Europe est en ce sens l'enjeu de l'agression qui se développe en Afghanistan et de la rivalité entre l'URSS et les USA dans cette région du monde.

L'installation des fusées nucléaires soviétiques SS 20, pointées sur l'Europe de l'Ouest, avait déjà montré, ces derniers temps, le developpement du potentiel militaire d'agression de l'URSS en Europe. Elle est venue renforcer encore l'avantage et la menace militaires soviétiques sur notre continent. La décision d'installation, en 1983, de fusées Pershing, prise par l'OTAN, avait pour but de réduire ce déséquilibre, sans pour autant pouvoir le remettre en cause, afin de préserver les intérêts des USA en Europe. Jamais un tel potentiel militaire n'a été accumulé en Europe. L'URSS a l'initiative dans cette course aux armements. Ces armes sont-elles faites pour n'être jamais utilisées ?

En occupant maintenant l'Afghanistan, l'URSS cherche à renforcer son avantage militaire. En multipliant ainsi les agressions, elle crée les conditions du declenchement dans les années à venir de la 3e guerre mondiale. La décennie qui s'ouvre est lourde de ces graves menaces pour la paix, pour l'indépendance des pays européens et la libertés de leurs peuples.

L'invasion de l'Afghanistan est la plus récente et la plus cynique des agressions commises par l'URSS, elle est un nouveau palier dans son escalade agressive. Elle est dans la suite d'agressions ayant eu lieu ces dernières années et qui se sont multipliées ces derniers mois. Ce fut la Tchécoslovaquie, il y a 12 ans, puis le soutien de l'Inde dans son agression contre le Pakistan, puis l'intervention soviéto-cubaine en Angola, puis la participation à la guerre entre la Somalie et l'Éthiopie, puis l'agression contre le peuple érythréen, puis, il y a un an, le soutien militaire à l'invasion vietnamienne au Cambodge.

L'URSS porte une responsabilité directe dans le génocide actuellement en cours contre le peuple cambodgien en lutte pour sa survie, contre l'asservissement. A chaque fois, l'URSS va plus loin. Qui sera sa prochaine victime ?

Dans les années 1930, Hitler, Mussolini, Hiro Hito n'agirent pas différemment. L'Éthiopie, la Chine, l'Albanie, la Tchécoslovaquie, l'Espagne, l'Autriche furent leurs victimes avant que le monde entier, et en particulier l'Europe, ne devienne l'objet de leurs agressions. C'est une leçon de l'histoire payée suffisamment cher pour ne pas être oubliée.

La guerre n'est pas une fatalité ! Laisser agir les agresseurs, se contenter de protestations verbales, multiplier les concessions, leur décerner les brevets de pacifisme en croyant ainsi les amadouer, comme l'a fait à plusieurs reprises Giscard d'Estaing, cela ne fait que les encourager dans leur audace agressive et expansionniste. Il est possible de lutter contre la guerre, de faire reculer les agresseurs en leur faisant payer le prix fort chacun de leurs actes contre l'indépendance des peuples, en ripostant fermement à chacune de leurs agressions. Ainsi seulement la paix peut être défendue.

C'est ainsi qu'a su agir la Chine en lançant une contre-attaque contre le Vietnam, après l'invasion du Cambodge et du Laos et face au développement des provocations armées vietnamiennes à sa frontière.

L'invasion de l'Afghanistan a suscité dans le monde entier de nombreuses condamnations, notamment parmi les pays du tiers monde. En France, l'opinion publique et la quasi-totalité des organisations politiques ont condamné cette agression.

Les déclarations de Giscard d'Estaing au sujet du danger de guerre expriment le développement de la réalité de ce danger mais elles visent surtout de la part du gouvernement à utiliser cette menace pour tenter de faire progresser ses projets d'« Union nationale » qui ont pour but de faire accepter aux travailleurs les licenciements et la vie chère comme des nécessités dictées par « *l'intérêt de la France* ». Par ailleurs, les réactions du gouvernement français face à l'agression soviétique en Afghanistan sont marquées par un manque de fermeté qui ne peut qu'encourager l'agresseur.

Notre Parti se félicite en particulier des prises de position du Parti socialiste, de la CFDT et du Mouvement de la paix. Il note l'absence de réaction officielle de la CGT et n'ignore pas que de très nombreux syndicalistes de la CGT condamnent l'agression de l'URSS. Seule, la direction du PCF a affirmé son appui aux envahisseurs, cherchant à justifier leur crime, heurtant ainsi les aspirations profondes de très nombreux militants de ce Parti, souhaitant sincèrement agir en faveur de l'indépendance des peuples.

Une telle attitude est en opposition avec celle de nombreux autres partis entrenant des relations avec le PCF et qui ont condamné fermement l'invasion, tels que les partis communistes italien, espagnol, yougoslave, roumain. La prise de position de la direction du PCF est en oppositon avec la lutte menée autrefois par ce Parti contre les agressions hitlériennes puis contre l'occupant nazi. Elle s'oppose au respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, pour lequel les communistes ont souvent combattu.

Face aux préparatifs de guerre de l'URSS, à l'intensification de la rivalité entre l'URSS et les USA, les plus proches alliés des peuples d'Europe sont les peuples du tiers monde, notamment ceux du Moyen-Orient, objet de l'agression de l'URSS en Afghanistan et des menaces des USA comme en Iran.

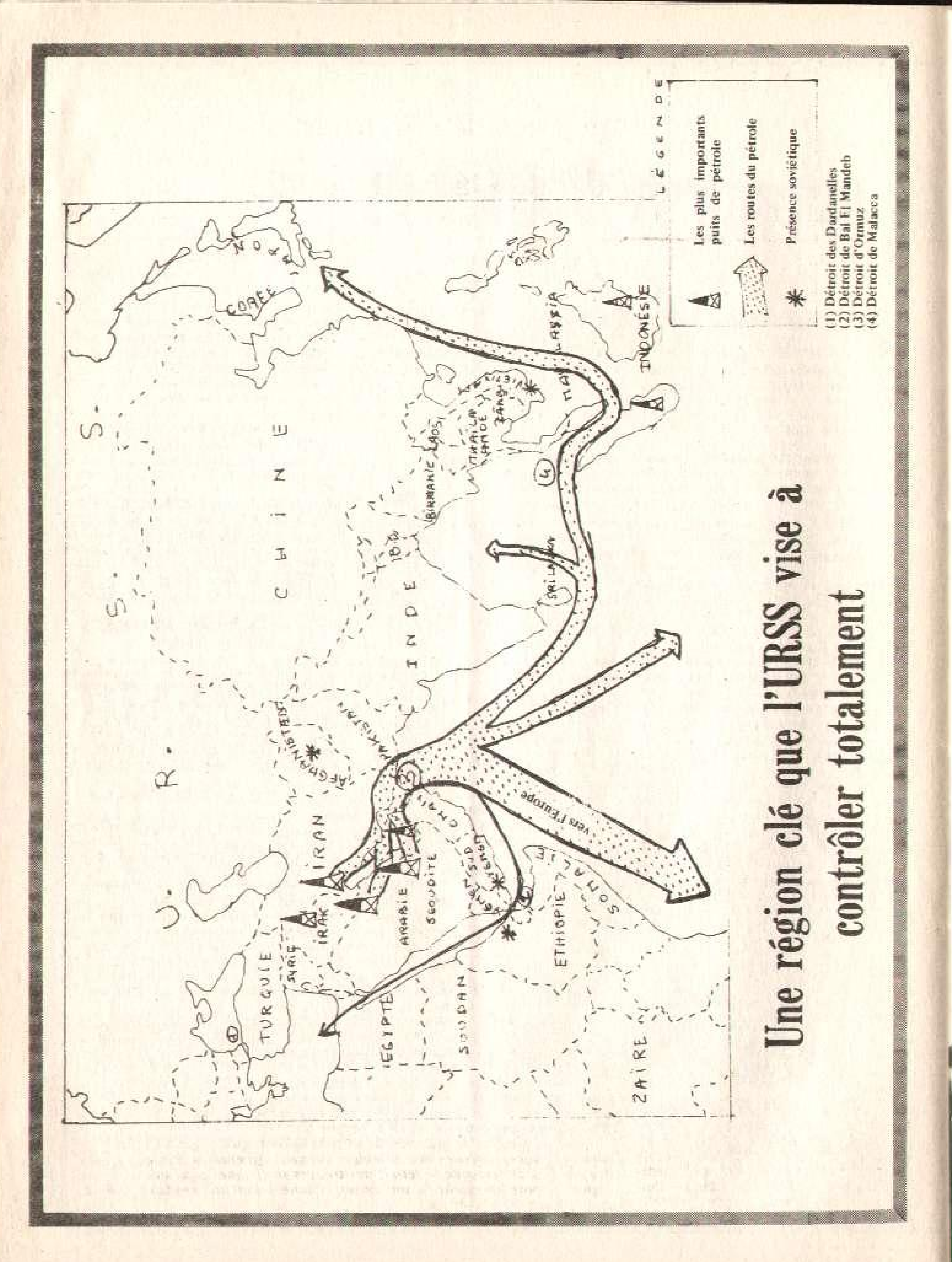
Le Comité central du PCML se déclare prêt à agir aux côtés de toutes les forces décidées à s'opposer aux préparatifs de guerre de l'URSS et agissant en faveur de l'indépendance des peuples.

Il agira aux côtés de tous ceux qui sont prêts à exiger du gouvernement français un soutien en matériel aux patriotes afghans.

- *Un soutien en matériel aux patriotes afghans*
- *Le refus de toute relations avec le gouvernement afghan fantoche*

- *Envahisseurs russes, hors d'Afghanistan !*
- *Soutien a l'indépendance des peuples !*
- *Halte à la montée de la 3e guerre mondiale !*

Le 6 janvier 1980



Une région clé que l'URSS vise à contrôler totalement

Après l'invasion de l'Afghanistan

La condamnation du monde

L'invasion de l'Afghanistan a suscité dans le monde entier de très nombreuses condamnations de pays, de partis, de syndicats. Seuls, des régimes soumis à l'URSS ont applaudi à ce crime contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, tels le Vietnam et Cuba.

Le soutien du PCF, seul parti en France à avoir adopté une telle position, apparait aussi comme une exception parmi les grands partis européens. Voici quelques-unes de ces réactions dans le monde.

Yougoslavie : « L'Imposition d'une volonté étrangère aux pays souverains est inadmissible ».

Dans une déclaration du ministère yougoslave des affaires étrangères, il est indiqué :

« Guidée par les principes et les objectifs de la politique du non-alignement, la Yougoslavie estime que la réalisation du droit souverain des États à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à leur propre mode de vie doit être l'unique pratique reconnue dans les relations internationales. Cela comprend l'inadmissibilité de toute forme d'intervention ou de l'imposition d'une volonté étrangère aux pays souverains. »

La déclaration souligne : *« C'est leur droit inaliénable de résoudre leurs propres problèmes et de choisir leur propre système socio-politique sans aucune ingérence de l'étranger. »*

« La situation des relations internationales, déjà pleine de grands dangers, ne cesse de s'aggraver. Ce qui est particulièrement préoccupant, c'est le recours plus fréquent à la politique de force dans les relations internationales comme un moyen pour le règlement des problèmes et des disputes », conclut la déclaration.

PCI : « Une violation de l'indépendance et de la souveraineté d'État »

L'invasion soviétique de l'Afghanistan est *« une violation des principes de l'indépendance et de la souveraineté d'État »*, a déclaré, le 4 janvier, un porte-parole du Parti communiste italien. La déclaration indique que l'invasion de l'URSS est *« la toute nouvelle étape et grave étape de l'escalade des tensions militaires et politiques et des actes de violence qui mettent en danger la paix mondiale. »*

Chine : « Nous lutterons pour mettre en déroute cette agression ».

Lors d'une rencontre avec le vice-président égyptien, le vice-premier ministre chinois, Deng Xiao Ping, a déclaré :

« Les agissements soviétiques sont un pas grave visant à pénétrer en direction de l'océan Indien, à contrôler les passages maritimes et les pays producteurs de pétrole, à encercler l'Europe par ses flancs et à s'assurer finalement l'hégémonie mondiale ; il s'agit là, également, d'une escalade flagrante dans sa politique d'agression et d'expansion, d'un empiètement sans fard sur la Charte de l'ONU et les règles de conduite régissant les relations internationales et d'une sérieuse provocation lancée contre les pays qui s'attachent à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale. »

« Ces agissements pervers de l'Union soviétique, a-t-il poursuivi, ont soulevé le peuple afghan d'une résistance héroïque, de même qu'une indignation sans bornes et une condamnation véhémente de tous les pays et de tous les peuples épris de justice. »

« Le gouvernement et le peuple chinois condamnent en termes énergiques l'Union soviétique de son acte hégémoniste et réclament fermement qu'elle mette fin sans délai à son agression et à son intervention contre l'Afghanistan et en retire la totalité de ses forces armées. De concert avec tous les pays et tous les peuples attachés à la paix et à la justice, ils lutteront pour mettre en déroute cette agression et cette expansion. »

Iran : « Une agression contre un petit pays »

Le ministère iranien des affaires étrangères a publié une déclaration indiquant : *« Le gouvernement islamique iranien ne peut accepter l'intervention militaire d'un pays dans un autre et encore moins celle d'une superpuissance dans un petit pays. »*

Koweit : « Un rejet absolu »

Le ministre koweitien des affaires étrangères a indiqué : *« Le Koweit a rejeté absolument une telle intervention militaire qui pourrait aggraver la situation dans cette région... De plus, cela a encouragé les autres pays à s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres pays. »*

FRANCE : UNE CONDAMNATION QUASI GENERALE

Parmi les très nombreuses condamnations ayant eu lieu en France, la CFDT indique que *« cette intervention aggrave la tension internationale et constitue un pas de plus dans l'escalade à laquelle se livrent les deux grandes puissances au Moyen-Orient »*. Le Parti socialiste, de son côté, indique : *« Le Parti socialiste s'oppose à toute ingérence d'un État dans les affaires d'un autre État, condamne cette intervention, comme il a condamné les interventions américaines en Asie du Sud-Est et en Amérique latine ou les interventions du gouvernement français en Afrique. »*

Pour sa part, le Mouvement de la paix déclare qu'il *« estime l'intervention soviétique contraire aux principes de non-ingérence et d'indépendance des peuples. Il demande le retrait des troupes soviétiques pour que le peuple afghan dispose librement de son destin, comme nation indépendante, hors de toute présence étrangère. »*

EXPULSIONS DES IMMIGRES

«Une situation précaire soumise aux aléas de l'administation et de la répression»

Le dimanche 8 décembre 1979, notre répondeur enregistrait la terrible annonce, envoyée par notre correspondant de Marseille : 21 ouvriers des Tuileries Saint-André étaient arrêtés, déjà 10 travailleurs d'origine sénégalaise étaient expulsés du territoire français. Pour quels motifs ?

Le 6 novembre, les travailleurs de la Tuilerie — en majorité des immigrés — s'étaient mis en grève afin que leurs collègues absents de France le temps des congés payés soient réembauchés par leur patron. Ils créent une section syndicale CFDT au cours de la lutte : ils obtiennent gain de cause : ils reprennent le travail. Peu de temps après, les flics descendent au foyer de la Tattandière, où demeurent la quasi-totalité des travailleurs, et en embarquent 21 ; 15 d'entre eux seraient l'objet d'une enquête pour détention de faux papiers.

UNE AFFAIRE TENTACULAIRE :

— 1) Le patron savait quels travailleurs disposaient de « faux papiers » ;

— 2) Il n'a pas toléré qu'une « poignée de parias » remette en cause son pouvoir discrétionnaire de réembaucher ou de ne pas réembaucher ses employés ;

— 3) Il a collaboré avec la police pour expulser « ces géneurs ». C'est lui qui a probablement fourni la liste des contrevenants à la police ;

— 4) C'est une application avant la lettre de la loi Barre-Bonnet ;

— 5) Cette manœuvre prouve qu'il existe un trafic de faux papiers délivrés néanmoins pour authentiques et à quel prix ?

Cette affaire est un avant-goût de l'application des lois racistes (se reporter à l'encadré). Déjà un certain nombre de procédures sont utilisées pour chasser les immigrés. Tout, évidemment, nous pousse à lutter contre ces lois racistes ; parmi nos atouts, nous disposons du recours juridique, qu'il ne faut ni privilégier ni négliger. C'est pourquoi, avec la précieuse collaboration du GISTI, nous avons réuni, ici, quelques éléments nous permettant de connaitre des droits des immigrés, droits en sursis jusqu'à l'application des nouvelles lois, nous permettant de saisir aussi la précarité de la situation des immigrés, tels des oiseaux sur la branche.

Renouvellement des cartes de résident

La circulaire précisant les modalités de renouvellement des certificats de résidence des travailleurs algériens nous donne un exemple frappant du recours usuel à l'illégalité. Ils doivent déposer leur actuel certificat de résidence en mairie ou au commissariat, en échange duquel l'administration leur délivre une convocation. Ils ne disposent alors que de cette convocation comme seule pièce d'identité ! Cette pratique enfreint l'ordonnance du 2 novembre 1945 précisant que le titre de séjour ne peut pas être retiré en cas de renouvellement de papiers. La plus grande chienlit régit les modalités de renouvellement de ces titres de séjour. Ici, l'administration exige la production de 3 ans de bulletins de salaire ; à Clermont-Ferrand, elle exige celle de 10 ans (10 ans !) de bulletins de salaire. Cet arbitraire a suscité un tollé d'indignation auquel Stoléru a fait répondre que son texte comportait une faute de frappe, qu'il n'était pas demandé 3 ans de bulletins de paie mais 3 mois ! Mais, jusqu'à preuve du contraire, aucun organisme n'a reçu de rectificatif officiel ! A Nantes, l'administration va jusqu'à exiger la justification du paiement des impôts, paragraphe qui a été écarté par l'Assemblée nationale au cours de la discussion sur la loi Bonnet qui n'est pas encore applicable...

De toute manière, l'accord de 1968 ne prévoit qu'une preuve DE SEJOUR de plus de 3 ans.

Ce défaut de titre de séjour, remplacé par la convocation, place souvent les immigrés dans des situations intenables : difficultés de se faire rembourser par la Sécurité sociale, de retirer de l'argent à la poste...

On a recours usuellement au terme d'expulsion pour exprimer le départ forcé des immigrés. En réalité, il faut distinguer trois sortes de situation : le refus de séjour, le refoulement et l'expulsion.

Avant d'entrer dans le détail, précisons qu'il existe trois sortes de résidents ; ceux qui disposent de la carte de séjour de résident temporaire, de couleur orange ; de la carte de séjour de résident ordinaire, de couleur verte ; de la carte de séjour de résident privilégié, de couleur bleue. Indications loin d'être superflues puisque, incontestablement, il existe un trafic de faux papiers d'identité et que le coût de ces cartes est limité, dans l'ordre de 100 francs.

Refus de séjour

A qui l'administration peut-elle refuser le séjour ? A tous ceux qui sont entrés en France clandestinement ou à ceux venus au titre de touristes qui demeurent en France. Ils peuvent formuler une demande de régularisation de situation en déposant une demande d'autorisation de séjour et de travail. Actuellement, ces demandes sont en général rejetées mais des recours sont possibles (voir la liste des adresses utiles).

Refoulement

Dans quel cas un immigré, disposant d'une carte de résident temporaire, peut-il être refoulé ? Si l'organisme national de l'immigration le juge inapte au travail, s'il est entré en France comme salarié et si, depuis, il est sans travail et non-inscrit à l'ANPE, s'il s'est absenté plus de 3 mois de France, SANS RAISON VALABLE, si son logement est insatisfaisant, si la police dispose de mauvais renseignements sur lui.

Si un résident se voit retirer son titre de séjour, il doit recevoir en échange un refus de séjour sur lequel figure la date limite où il peut rester en France.

Un immigré disposant d'une carte de résident ordinaire peut être l'objet d'un refoulement s'il s'est absenté de France plus de six mois SANS RAISON VALABLE, s'il est sans ressources ni emploi DE SON FAIT depuis plus de 6 mois, sauf s'il perçoit l'aide publique, s'il n'est pas inscrit à l'ANPE, s'il a refusé des offres d'emploi, s'il a quitté son employeur volontairement.

Un immigré qui dispose d'une carte de résident privilégié ne peut pas être refoulé.

Expulsion

L'expulsion est la troisième possibilité pour le pouvoir de chasser les immigrés ; les motifs invoqués peuvent être *« le non-respect de la neutralité politique », « trouble de l'ordre public », « indésirable en France »*.

Ces notions sont suffisamment ambiguës pour laisser toute latitude au pouvoir de... baver mais, a contrario, permettent des recours contre ces procédures d'expulsion.

Dès qu'un immigré reçoit la notification de son expulsion, il peut recourir à la commission d'expulsion disposant uniquement d'un pouvoir consultatif. L'expulsion ne peut pas s'opérer sur le champ, sauf s'il y a urgence absolue !

La notification d'expulsion doit porter les motifs d'expulsion. Elle doit être remise en mains propres à l'intéressé. Il peut saisir la commission d'expulsion dans les 8 jours suivants. Il peut assister à la réunion de la commission et exposer sa défense.

Pour demander l'annulation d'expulsion, il faut déposer une requête devant le tribunal administratif, donner les éléments justifiant cette demande d'annulation (dans quelles mesures l'ordre public a été troublé, par exemple). Si l'expulsion a été prononcée, une demande de sursis peut être déposée auprès du Conseil d'Etat.

Lois Barre-Bonnet-Stoléru

Le décret d'application de la loi Bonnet n'a pas été encore publié au Journal officiel, les groupes parlementa . PC et PS ayant déposé un recours devant le Conseil constitutionnel. Elle donnera toute licence d'expulser un immigré s'il trouble l'ordre public, s'il n'est pas en situation régulière (l'affaire des Tuileries).

La loi Barre-d'Ornano — discutée à la prochaine session parlementaire — autoriserait tous les propriétaires qui s'engraissent su. le sommeil des immigrés, des jeunes, des vieux, des handicapés à faire la pluie et le beau temps dans leurs foyers ; ils ne seraient plus soumis à une quelconque réglementation des prix, ils définiraient eux-mêmes les conditions d'accès ; ils auraient le droit de pénétrer dans les chambres quand bon leur semblerait, ils pourraient expulser leurs locataires pour causes économiques.

La loi Boulin-Stoléru sera, elle aussi, discutée au printemps. Son propos est également d'expulser les travailleurs immigrés s'ils ne possèdent pas de titre de séjour adéquat, s'ils sont au chômage depuis plus de six mois, s'ils ont été trop longtemps malades.

GISTI (Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés)
46, rue de Montreuil — 75011 Paris
Tél : 367 04 06
CCP 30 182 02 V La Source
Permanence tous les samedis de 10 à 12 heures.

Le Gisti est constitué en association régie par la loi du 1er juillet 1901. Aux termes de l'article premier de ses statuts, il a pour objet :

— De réunir toutes les informations sur la situation économique et sociale des travailleurs immigrés ;
— D'informer ces derniers des conditions d'exercice et de protection de leurs droits ;
— De soutenir leur action en vue de la reconnaissance et de l'établissement des droits que leur confère leur situation de travailleurs et d'en obtenir le respect ;
— De combattre le racisme, la discrimination, la haine ou la violence à l'égard des immigrés.

Le GISTI a créé, en décembre 1972, une « permanence » juridique gratuite, ouverte à toute personne intéressée, qui se tient régulièrement tous les samedis de 10 h à 12 h à son siège.

ADRESSES UTILES :

Service social d'aide aux immigrés (SSAE)
72, rue Regnault — 75013 Paris.
Tel : 584 15 25
Métro Porte d'Ivry

LA CIMADE, 176, rue de Grenelle — 75007 Paris. Métro Latour-Maubourg. Tel : 705 93 99.

FRANCE TERRE D'ASILE, 27-29 rue Saint-Amand — 75015 Paris. Tel : 531 93 40. Métro Plaisance.

CENTRE D'INFORMATION SOCIALE (COS), 52, rue de l'Arbre Sec (75001-Paris). Métro Pont-Neuf. Tel : 236 11 52.

L'OFFICE FRANÇAIS DE PROTECTION DES RÉFUGIÉS APATRIDES (OFPRA), 159, avenue Charles-de-Gaulle — 92200 Neuilly-sur-Seine. Métro Pont-de-Neuilly. Tel : 553 22 05.

SOS REFOULEMENT MAISON DES TRAVAILLEURS IMMIGRES, 46, rue de Montreuil — 75011 Paris. Tel 372 75 85. Métro Faidherbe-Chaligny.



LE FIL DE L'ACTUALITE

SAFT-TAMARIS

C'est pour fêter leur grève victorieuse et remercier tous ceux qui les ont soutenus que ceux de la SAFT à Tamaris (Alès) ont organisé, le 5 janvier à 17 h 30, un apéritif dans la salle des fêtes du CE. C'est à ce titre que le PCML et son organe central, *l'Humanité rouge*, étaient présents, invités par l'intersyndicale.

Venant plus de dix jours après la reprise du travail, cet apéritif redonnait l'occasion à ceux de la SAFT et à tous les présents de mesurer l'importance du succès de cette grève, tout particulièrement dans le contexte actuel d'offensive patronal.

Plusieurs centaines de travailleurs de la SAFT et d'amis étaient là dès le début de l'apéritif pour écouter le responsable de l'intersyndicale remercier tous ceux qui, grâce à leur solidarité, ont permis aux grévistes de tenir bon.

Le maire d'Alès (municipalité PCF), après un discours où il mit en avant les deux facteurs essentiels de la victoire — l'union à la base des grévistes et la solidarité populaire — remit à Jean Sauvagnargues, responsables de l'intersyndicale, la médaille d'Or de la ville d'Alès au nom du conseil municipal et de toute la population de la ville.

Plus d'un avait la larme à l'œil d'émotion et la chaleur des applaudissements qui ont salué le mérite du délégué, et à travers lui tous ceux de la SAFT, est impossible à décrire.

Oui, vraiment ! La classe ouvrière d'Alès et de toute la région peut être fière de compter dans ses rangs ceux de la SAFT.

Michel LOPEZ

On fête la victoire



Joyeux Nöel, vous êtes licencié !

C'est ce qui est à peu près arrivé à un membre de ma famille. Le jeudi avant Noël, la boite annonçait à tous ses employés qu'elle fermait le vendredi (dépôt de bilan) et que tous étaient licenciés (cela fait environ 80 personnes au chômage).

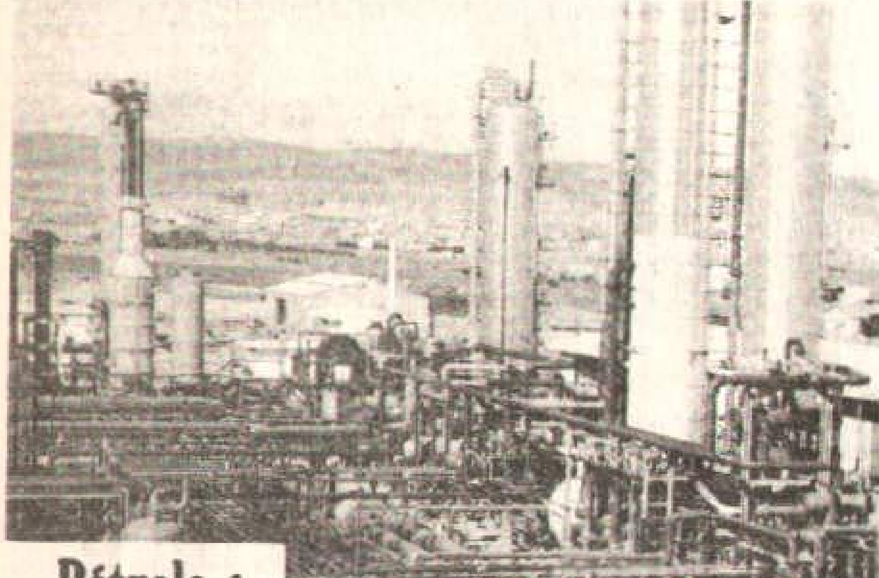
Les Noëls précédents n'étaient déjà pas synonymes d'abondance de cadeaux, mais, cette fois, l'avenir étant plus qu'incertain et le porte-monnaie assez vide, les cadeaux pour les enfants se firent encore plus rares et plus petits.

Une lectrice

DOSSIER

Energie : horizon 2 000

Réalisé par Serge Forest, Catherine Lemaire et Joël Fabien



Pétrole : le juste droit des pays producteurs

En 1973, avec la guerre du Kippour, le blocus des livraisons de pétrole et le brusque ajustementde son prix une double évidence s'imposait au monde entier

Tout d'abord, le temps du pétrole gratuit ou presque, des colonies et de la toute-puissance des compagnies occidentales sur la production de pétrole, était révolu. En fait, le Kippour n'avait été qu'un déclencheur : depuis 1960, déjà les pays producteurs de pétrole s'étaient regroupés dans l'OPEP (Organisation des pays producteurs de pétrole) pour faire face au cartel des compagnies pétrolières créé, lui, en 1928. Pendant plus de 10 ans, les demandes des producteurs n'avaient abouti à rien et le pouvoir d'achat du baril de pétrole vendu avait régulièrement décru. La crise du Moyen-Orient de 1973 et, surtout, le perpétuel accroissement de la demande en pétrole créaient à ce moment une situation favorable aux producteurs.

Mais, en même temps qu'ils augmentaient très sérieusement le prix du brut, les pays pétroliers lançaient un premier appel qui, à l'époque, fit hausser bien des épaules : *« Attention, disaient-ils, les ressources d'énergie fossile, le pétrole en particulier, ne sont pas inépuisables. Les pays grands consommateurs doivent réduire leurs besoins. »*

C'est la deuxième constatation qui apparut finalement à la suite de cette crise de 1973. Les sources d'énergie actuelles ne sont pas inépuisables et la consommation ne peut pas croître indéfiniment.

Il ne faudrait pas croire, cependant, que l'avertissement des pays producteurs ait été entendu. Le tableau 1 montre comment, de 1971 à 1977, la consommation d'énergie n'a cessé de croître dans les principaux pays consommateurs et quelles sont les prévisions pour l'an 2000 si le modèle actuel se maintient.

Il est bien évident que, du point de vue des pays producteurs, cette situation ne peut plus durer.

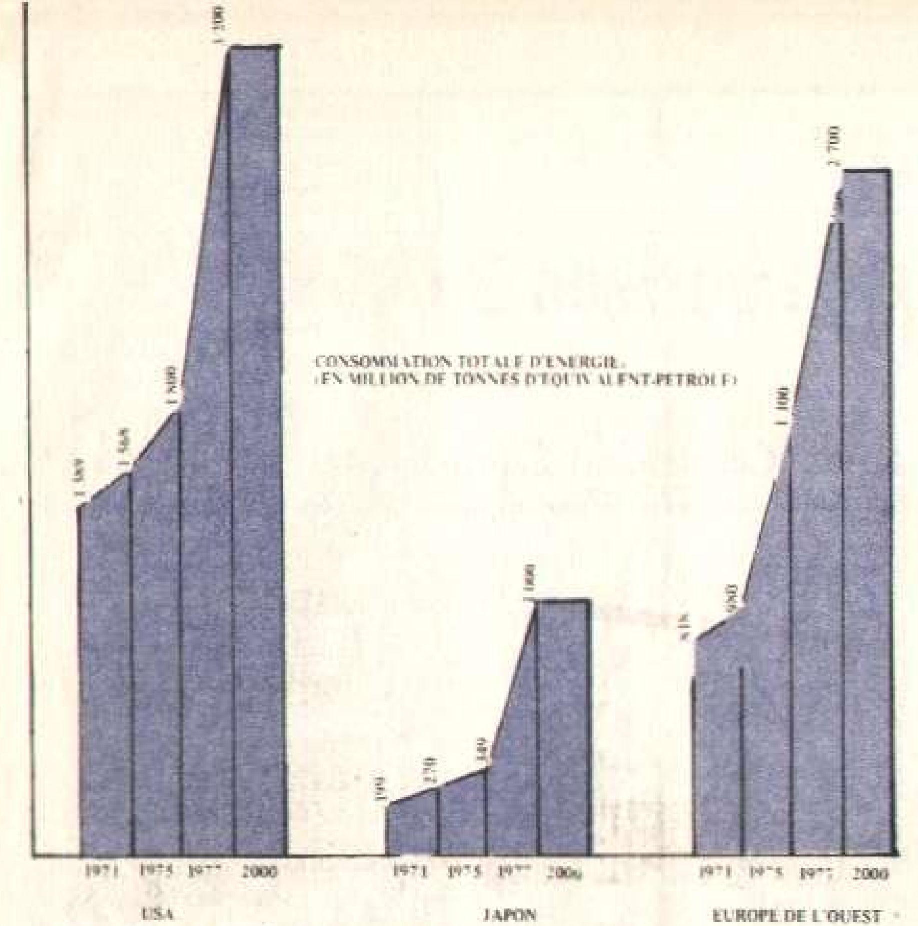
D'une part, pour importantes que soient encore les réserves, connues ou soupçonnées, elles ne supporteront pas une telle hémorragie pendant très longtemps. Au rythme actuel d'exploitation, les années 2010, 2020 devraient être critiques. Une surconsommation ne pourrait que hâter cette échéance.

Pour des raisons économiques, les pays qui possèdent du pétrole pour toute richesse ne tiennent pas à épuiser trop vite cette richesse qui ne sera pas reproduite.

Les pays de l'OPEP avancent enfin, comme argument, l'actuel système de rapport entre les pays riches et les pays du tiers monde. Actuellement, la production de pétrole bénéficie presque uniquement aux pays qui en consomment, donc aux pays déjà industrialisés. En fait, aux grands impérialismes. L'épuisement rapide des réserves de pétrole risque de compromettre pour très longtemps les tentatives d'industrialisation des pays du tiers monde qui ne pourront accéder aux énergies de remplacement, atome ou autres.

Il est donc clair que tout ce qui est ici remis en cause n'est pas la croissance industrielle par elle-même, mais plutôt le type de croissance connu jusque là dans les pays occidentaux et basé sur une énergie bon marché, inépuisable et non partagée.

Serge FOREST



Pétrole : Washington, Bruxelles et les autres

Les grands moyens d'information, télévision, radio, grande presse, nous ont donné l'habitude, lorsqu'il s'agit de questions pétrolières, de raisonner en termes de producteurs et de consommateurs.

En fait, cette division est simpliste et fausse tant du point de vue politique que du point de vue économique. Selon ce raisonnement, les pays producteurs, principalement les pays arabes, viseraient à étrangler les pays consommateurs, à la tête desquels se situeraient les USA et les pays européens. Ceux-ci devraient donc à tout prix « faire front » pour s'opposer à des hausses qualifiées d'insupportables.

Nous ne reviendrons pas ici sur la question particulière du prix du pétrole. On sait qu'une partie importante des hausses a été absorbée par l'inflation mondiale et qu'en fait, en pouvoir d'achat, le prix du pétrole a baissé de 1973 à 1978.

Si l'on veut comprendre les différentes politiques des Etats vis-à-vis du problème pétrolier, il faut sortir du faux schéma consistant à opposer simplement producteurs et consommateurs.

Pourquoi ? Tout d'abord parce que ce schéma passe tout simplement sous silence les deux premiers producteurs mondiaux du pétrole qui sont respectivement l'URSS et les USA, devant l'Arabie Saoudite.

Avec 551 millions de tonnes produites en 1977, l'URSS se situe de loin au premier rang de la production mondiale. Elle n'intervient que peu cependant sur le marché mondial, réservant la plupart de ses exportations aux pays de l'Est, à des prix sensiblement alignés sur ceux de l'OPEP.

Produisant 462 millions de tonnes par an, les USA se situent en seconde position, mais avec des réserves beaucoup moins importantes. Leur consommation est telle, cependant, qu'ils doivent importer en plus environ 365 millions de tonnes de pétrole par an. On voit donc que s'ils sont consommateurs et acheteurs, les USA sont également de très gros producteurs. Cette situation leur donne une place à part d'un côté comme de l'autre.

Le Japon et le Zaïre

Le schéma producteur-consommateur est également faux car il tente d'opposer des pays ayant fondamentalement les mêmes intérêts. Ainsi, pour prendre un exemple, le Zaïre et le Japon sont-ils dans la même position vis-à-vis de la question pétrolière ? Certainement pas. D'une part, le Japon, pays fortement industrialisé et impérialiste, a intérêt à importer au prix le plus bas possible des matières premières qu'il utilise, en particulier le pétrole dont il est le deuxième importateur mondial, mais plus généralement toutes les matières premières.

Le Zaïre, d'autre part, bien sûr, doit importer son pétrole (mise à part une faible production locale) et l'augmentation de son prix lui crée de sérieuses difficultés comme elle en crée à tous les autres pays du tiers monde. Mais en même temps, et comme beaucoup d'autres pays du tiers monde, le Zaïre tire 28 % de son revenu national de l'extraction de matières premières, cuivre, étain, cobalt...

Dans la lutte des pays de l'OPEP pour obliger les pays impérialistes à payer un plus juste prix la matière première pétrole, le Zaïre trouve donc lui aussi son compte, puisque lui aussi est producteur de matières premières. De nombreux autres regroupements de pays du tiers monde, producteurs de matières premières, se sont d'ailleurs créés depuis l'OPEP, sur son modèle.

Trois types d'acheteurs

On voit donc que les pays qui achètent du pétrole peuvent être répartis au moins en trois catégories en fonction de leurs intérêts propres.

Premièrement, les pays non producteurs et faiblement consommateurs. C'est la plupart des pays du tiers monde. Leur consommation moyenne par habitant dépasse rarement la demi-tonne de pétrole par an. Ils sont évidemment touchés par l'augmentation du prix du pétrole. C'est pour eux que l'OPEP a créé un fonds spécial qui vient d'être porté à deux milliards de dollars afin de compenser en partie les effets des dernières hausses. Ils sont, d'autre part, producteurs de la plupart des matières premières, donc intéressés directement par la lutte de l'OPEP.

Deuxièmement, les USA. Ce sont à tous points de vue les géants du pétrole. Deuxième producteur du monde, ils en sont les premiers importateurs ; les premiers consommateurs également avec 8,5 tonnes de moyenne par an par habitant. Un Américain consomme en moyenne 56 fois plus de pétrole qu'un Indien. Ils sont également le pays où la demande croît le plus rapidement : 50 % de plus de 1972 à 1978.

Ils sont aussi à part du point de vue de leur puissance économique. C'est ainsi que Carter peut décider du jour au lendemain de subventionner de 5 dollars le baril, la totalité des importations. Mesure à laquelle les Européens ne peuvent pas répondre et qui permet aux sociétés américaines de rafler tous les stocks disponibles, en particulier sur le marché libre (Rotterdam) en faisant monter les cours.

Exxon, Mobil et Cie

L'intérêt de l'Etat américain est enfin très lié à celui des grands trusts américains. Exxon, Mobil, Texaco, Standard-Oil, Gulf-Oil comptent à elles seules parmi les neuf premières sociétés américaines et contrôlent 80 % du marché mondial du transport, de la transformation et de la distribution du pétrole. Leurs bénéfices déclarés pour 1979 ont battu tous les records historiques.

Cette situation explique l'ensemble de la politique actuelle des Américains. Confrontations ouvertes avec les producteurs pour maintenir leur domination du marché et tentatives de faire supporter sur les autres consommateurs (Japon, Europe) les conséquences de la crise actuelle et surtout la pénurie à venir, par une politique d'achat à prix très élevés.

Quelle politique pour l'Europe ?

Les autres pays industrialisés comme l'Europe ou le Japon ne disposent à l'exception de la Grande-Bretagne, d'aucune ressource propre en pétrole. Ils sont donc totalement tributaires des importations. Leur consommation moyenne par habitant se situe entre 2,5 et 3,5 tonnes par an, soit deux fois et demie moins que les USA. Schématiquement, on peut dire que deux politiques possibles s'offrent à eux.

— Suivre les USA dans leur politique de confrontation avec le tiers monde producteur. Cette confrontation pouvant aller jusqu'à une confrontation militaire. Cette politique aurait inévitablement comme conséquence de renforcer l'influence des sociétés pétrolières américaines et, partant, d'accroître encore l'influence américaine sur l'économie ouest-européenne. De plus, elle ne résoudrait en rien la crise pétrolière pour l'Europe. Il est clair que ce que les USA veulent, c'est accaparer au maximum les ressources disponibles.

— La seconde voie, et c'est la seule qui puisse, à l'heure actuelle, servir de compromis acceptable entre les pays impérialistes d'Europe et les pays producteurs, c'est que les premiers s'engagent dans la voie d'une coopération économique plus étroite et plus fondée sur des rapports d'égalité avec les seconds. Concrètement, cela signifie : accepter de payer le pétrole à son juste prix sans essayer de diviser les producteurs, se soustraire à l'emprise des grands trusts pétroliers en passant le plus possible de marchés directs.

A ce niveau, les réserves de la CEE à l'encontre des manœuvres américaines au Moyen Orient et de sa politique iranienne, la volonté affichée de favoriser la concertation entre pays producteurs et pays consommateurs, la volonté, également affichée, de rétablir l'ordre sur le marché libre international sont des éléments qui vont dans le bon sens. Ils ne sont certes pas suffisants.

Un critère important sur lequel se jugera également la politique européenne est la réalisation ou non, à la demande des pays producteurs, de réelles économies de produits pétroliers. C'est actuellement une des principales revendications des pays producteurs : que les pays industrialisés cessent de piller et de gaspiller une énergie qui fait gravement défaut aux pays en voie de développement pour sortir de leur situation actuelle.

Serge FOREST



PRODUCTION ET RESERVES DE PETROLE DANS LE MONDE
(en milliards de tonnes)

Pays	Production 1978	Réserves connues
URSS	0,573	9,7
USA	0,485	3,9
Arabie Saoudite	0,410	20,1
Iran	0,255	8,1
Irak	0,115	4,4
Koweit	0,110	9,5
Venezuela	0,108	2,5
Chine	0,105	2,7
Mexique	0,052	1,9*
Autres	0,812	25,3
TOTAL	3,025	88,11

*De récentes découvertes placeraient le Mexique juste derrière l'Arabie Saoudite.



La France et l'énergie

La France se trouve parmi les pays industrialisés les plus dépendants de l'extérieur pour son approvisionnement en énergie. Venant après le Japon (91 % de son énergie importée), l'Italie (84 %), la France doit importer 77 % de son énergie. Il s'agit principalement du pétrole qui représente à lui seul 69 % de l'énergie consommée et qui est presque en totalité importé.

Les deux tiers environ du charbon utilisé sont produits à l'intérieur du pays. Quoique très inférieures aux réserves britanniques ou allemandes, les réserves françaises de charbon permettraient 70 ans d'exploitation au rythme actuel.

Le gaz naturel représente environ 9 % de notre consommation. Il est pour moitié produit en France, mais les réserves seront épuisées d'ici vingt ans. Le gaz importé vient des Pays-Bas, d'Algérie et d'URSS.

En ce qui concerne l'énergie électrique, la production et la consommation sont, pour l'instant, équilibrées. On ne peut cependant parler d'indépendance énergétique dans la mesure où les deux tiers de cette électricité sont produits à partir de centrales brûlant du pétrole ou du charbon importé.

L'électricité nucléaire n'entre pour l'instant que pour moins de 9 % du total de la production d'électricité en France, avec 17 milliards de kilowatts-heure. Ce chiffre devrait cependant croître rapidement quand entreront en service les centrales nucléaires actuellement en construction, pour être multiplié par 20 d'ici 10 ans et atteindre 330 milliards de kilowatts-heure électro-nucléaires en 1990. La France sera alors de deuxième producteur mondial d'électricité nucléaire, loin derrière les USA. Elle est également le cinquième producteur mondial d'uranium avec cinquante années d'autonomie au rythme actuel.

On peut alors poser la question : le thermo-nucléaire et l'uranium sont-ils la solution pour l'indépendance énergétique de la France ?

Tout d'abord, une constatation s'impose : dans l'état actuel des techniques, aucune autre solution sérieuse n'est envisageable.

Il faut se faire à l'idée que le pétrole est définitivement devenu une denrée chère et rare et que le fait de vivre dans un pays impérialiste et industriel ne nous donne en rien le droit de piller les ressources existantes dans le tiers monde, qui, lui aussi, en a besoin.

L'utilisation du charbon peut et doit être renforcée, notamment dans les centrales thermiques produisant de l'électricité et dans la chimie pour remplacer le pétrole. Nos réserves ne sont cependant pas suffisantes pour en faire une véritable solution.

Les énergies nouvelles (solaires, éoliennes, géothermiques...) posent encore trop de problèmes tehniques. Elles ne pourront jamais de toute façon fournir une énergie de masse.

Reste donc le nucléaire. En chiffres, l'atome s'affirme effectivement comme une solution. Dans la pratique, cependant, subsiste un sérieux problème : la sécurité. On a déjà vu, avec l'accident de la centrale américaine de Pittsburg, qu'une catastrophe nucléaire pouvait arriver. Les fissures sur les centrales françaises donnent un nouvel exemple que le nucléaire n'est pas infaillible. Or, pour constituer vraiment une solution à long terme, l'électro-nucléaire devra obligatoirement passer, à l'avenir, à des systèmes de surrégénérateurs, comme en France à Creys-Malville. Ce système multiplie, en effet par 60 la productivité d'une tonne d'uranium et éloigne considérablement le spectre d'une nouvelle pénurie de l'uranium cette fois. Et chacun s'accorde à dire que les surrégénérateurs sont encore plus dangereux que les centrales classiques.

Serge FOREST

RÉPARTITION DE L'ÉNERGIE UTILISÉE EN FRANCE		
	1978	2000 (prévision Commissariat au plan (*))
PÉTROLE	69,6 %	33 %
CHARBON	19,7 %	6,3 %
GAZ	9,3 %	15,9 %
HYDRAULIQUE	1,2 %	4,8 %
NUCLÉAIRE	0,2 %	38,4 %
ÉNERGIES NOUVELLES		1,6 %

(*) D'autres prévisions ramènent la part du nucléaire à 23 % et montent celle du charbon à 16,5 % et de l'hydraulique à 7,4 %.

Nucléaire : un marché gigantesque

- Le programme électro-nucléaire de la bourgeoisie française a été marquée par plusieurs étapes, tout au long de ces dix dernières années, exprimant l'âpreté des luttes entre firmes-tant ce marché gigantesque recouvre pour les trusts des profits ô combien importants !

En France, l'Etat — en tant que représentant de la bourgeoisie monopoliste — à la haute main sur l'ensemble du cycle du combustible. François Giscard d'Estaing, frère du président, représentant du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) au sein de cete société, marque tout particulièrement la liaison des trusts avec l'appareil d'Etat. L'EDF joue le rôle de maître d'œuvre et oriente directement la restructuration des trusts qui s'organise tour à tour dans la branche du nucléaire.

Concurrence acharnée

Tout d'abord, on choisit — tout comme l'Angleterre — la construction de centrales à uranium naturel graphite gaz carbonique, fournissant du plutonium militaire et évitant de dépendre des USA et de l'URSS pour la fourniture d'uranium enrichi, indispensable à l'alimentation des centrales nucléaires.

Mais de telles centrales se révélèrent très vite être très coûteuses et moins compétitives, surtout devant les deux grands trusts US : General Electric et Westinghouse, pratiquant dès 1962-1963 des prix de dumping et emportant nombre de marchés. Ainsi, en novembre 1969, 70 000 mégawatts étaient déjà commandés à quatre firmes US et, en 1965, les trusts anglais abandonnèrent leur premier choix. Puis, la bourgeoisie française céda à son tour en abandonnant cette fillère peu rentable pour nos capitalistes français : la centrale à construire sur le Rhin, à Fessenheim, ne sera donc pas une centrale à uranium naturel, mais relèvera de procédés US.

Bataille US par brevets interposés

C'est que les millions de dollars de commandes françaises allèchaient les deux grands trusts US. Les résultats : la filière de licence US de Westinghouse vendra 500 licences à Creusot-Loire (du groupe Empain-Schneider) tandis que la CGE-Alsthom achètera celle de General Electric. Et la restructuration qui s'opéra fut directement dirigée par le CEA et l'EDF.

Les monopoles français du nucléaire en présence

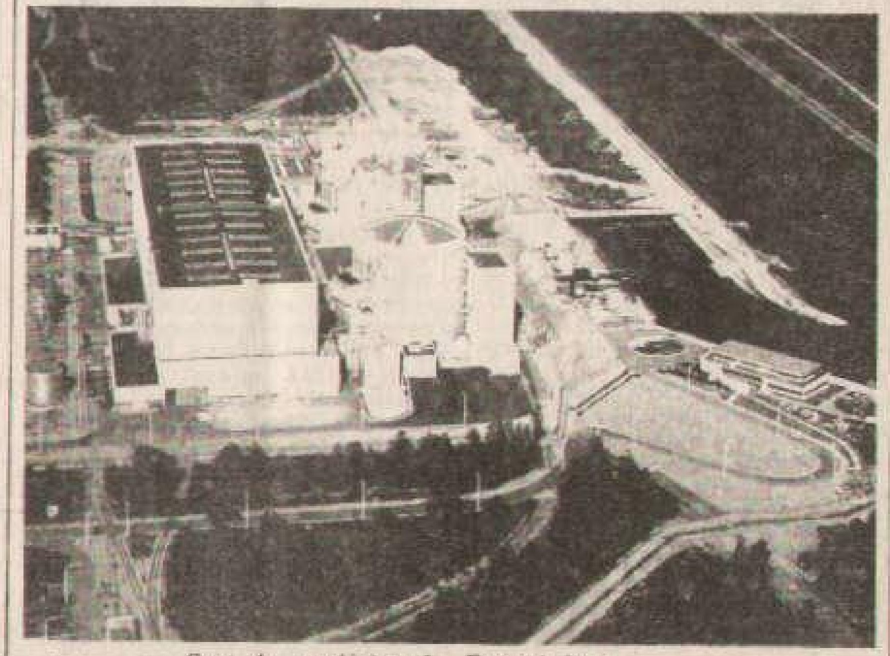
On peut distinguer actuellement trois grands trusts se partageant le marché et au profit desquels s'est effectuée la restructuration :

1) Creusot-Loire (du groupe Empain-Schneider). Avec Framotome et Novatome dont il détient respectivement 51 % et 40 % des parts, il a remporté la première manche sur les autres trusts français du nucléaire. Il est entré dans la structure d'étude et de production des surgénérateurs.

2) La CGE avec l'Alsthom dont elle détient 58 % des parts s'est vue évincer par Creusot-Loire. Mais elle conserve une position forte dans les turbo-alternateurs.

3) Péchiney - Ugine - Kuhlmann (PUK) avec la SIMO (50 % des parts), le COMUREX (51 %) et l'Eurofuel (51 %) s'engage dans la fabrication du combustible nucléaire, des matériaux pour la construction des centrales elles-mêmes.

Il faut souligner toutefois que, dans la concurrence que se livrèrent les deux grands trusts US, Westinghouse visait la totalité des actions du baron Empain dans Jeumont-Schneider (61 %) ; il s'agissait par là de dominer carrément la branche française du nucléaire, rendant impossible une quelconque relative autonomie industrielle de la France dans ce domaine. En refusant cette cession, Pompidou témoigne du souci de la bourgeoisie française de ne pas perdre toute auto-



Centrale nucléaire de Fessenheim

nomie en la matière. En outre, en même temps, celle-ci projetait la création de surgénérateurs. Ces derniers, pouvant fabriquer plus de plutonium qu'ils n'en consomment, permettent au-delà d'un certain seuil de réduire les besoins en uranium enrichi. On voit donc qu'est lié à ce problème celui de l'indépendance du nucléaire des pays européens par rapport aux deux superpuissances : USA-URSS, les pays occidentaux capitalistes devant — pour avoir de l'uranium enrichi — soit l'acheter directement aux USA seuls vendeurs dans le monde, soit passer des contrats d'enrichissement avec les USA ou l'URSS. Soulignons d'ailleurs, qu'actuellement, une concurrence féroce se fait jour entre eux deux pour augmenter leurs contrats d'enrichissement, l'URSS pratiquant des prix de dumping des contrats à passer avec eux.

Les monopoles européens face aux trusts US

Nécessitant de gros investissements, des capacités de financement et technologiques colossales, la création des surgénérateurs a amené les pays européens à coopérer entre eux. En particulier, la société Eurodif créée en 1973, dont le capital est réparti entre la France (53 %), l'Italie (25 %), l'Espagne (11 %), la Belgique (11 %), a entrepris la construction à Tricastin, dans la Drôme, de la plus grande usine d'enrichissement de l'uranium dans le monde entier, entrée en production au début de cette année. Enfin, citons l'accord franco-allemand en juillet 1975, en vertu duquel fut créée la SERENA dont 65 % des capitaux sont partagés entre le CEA et Novatome de Creusot-Loire pour la France et 35 % par la société KUB contrôlée par Siemens pour l'Allemagne.

On le voit, le nucléaire est un marché gigantesque, qui en fait un marché clé pour nos capitalistes par les profits colossaux qu'ils remportent. Aussi — profits obligent — la politique de la bourgeoisie française va-t-elle dans le sens du « tout nucléaire », sans prendre réellement en compte les risques réels et les dangers qu'elle fait peser sur l'ensemble des travailleurs. Elle brandit l'exemple fallacieux de la hausse du prix du pétrole des pays producteurs qui ferait encourir les pires maux pour l'économie capitaliste française, pour imposer à l'opinion publique sa politique nucléaire qui fait fi des pires risques...

Catherine LEMAIRE



Dangers négligés pour des profits maximaux

Prenons le cas des déchets radio-actifs, comment les stocker ?

Une fois le retraitement effectué des éléments combustibles « usés » et retirés du réacteur, des déchets viennent s'ajouter à ceux des produits lors des différentes étapes du cycle du combustible. En particulier, le retraitement des combustibles sépare le plutonium et l'uranium des produits de fission et de certains atomes plus lourds : les transuraniens ; la séparation et concentration sous forme d'une solution liquide de ces produits de fission et de ces transuraniens constituent une des parties les plus dangereuses des déchets radio-actifs et leur problème de stockage revêt, là, toute son ampleur. Aucune solution jugée satisfaisante par les experts n'a été trouvée. Faute de solution, on a décidé de stocker ces liquides extrêmement radio-actifs, dégageant une très forte chaleur dans... des cuves d'inox à double parois. On peut imaginer les risques encourus s'il se produisait une quelconque fuite de ces tuyaux ! Fragilité et vulnérabilité d'un tel type de stockage face aux dangers que représentent ces déchets radio-actifs !... D'ailleurs, un tel stockage n'a pu être conçu que comme transitoire. Mais au bout de quinze à vingt ans, le problème est reporté ; ou alors va-t-on pouvoir les stocker ? Pas de solution en vue, disent les experts...

Pourtant, cela ne gêne nullement nos capitalistes assoiffés de profits de passer des contrats tous azimuts de retraitement des déchets avec d'autres pays, avec ce problème énorme de stockage qui s'amplifie donc d'autant. Citons le dernier accord qui vient être conclu entre la COGEMA (filiale de CEA) et une firme suédoise pour l'approvisionnement en combustible nucléaire pour le retraitement dans les années 1980 de 620 tonnes de combustible irradié à l'usine de la Hague en France. Il est vrai que de tels contrats procurent aux trusts français de juteux profits : la Suède devra payer près d'un milliard de francs pour sa participation aux frais même si elle ne devait pas faire retraiter le combustible. Peu importe, face à de telles perspectives de profits, les risque à prendre sur la sécurité et la santé des travailleurs ! De plus, autre problème : le retraitement dépasse le seuil défini de tonnage tolérable pour la Hague : celle-ci devait traiter 400 tonnes par an. Elle a déjà passé les 70 tonnes en deux ans ! Là encore, politique de fuite en avant : on n'a pas le temps de trop réfléchir sur la sécurité à s'entourer face aux profits immédiats qui attendent ces messieurs. Enfin, un autre problème se pose avec acuité.

Le problème des convois de l'uranium

Les combustibles irradiés qui convergent vers la Hague, l'uranium enrichi qui part de Pierrelatte, etc., ces convois sont entourés de dangers consistant en particulier dans l'irradiation de ces combustibles et la pollution de l'environnement. Ce taux moyen d'irradiation doit, de plus, croître du fait de l'entrée en service des surgénérateurs. Les experts techniques distinguent deux classes dans le transport dont le critère « c'est - l'A 2 » s'exprime en curies et représente la quantité maximale d'un radio-élément qui peut s'échapper de son emballage, jugée sans conséquence dommageable pour la population. En deça d'un certain nombre de normes, on transporte donc comme une simple marchandise. Au-dessus, emballage un peu plus sérieux. Enfin, si la quantité est supérieure ou égale à « Δ 2 », emballage de type B. Mais là où le bât blesse, c'est que l'on classe dans ce genre d'emballage les transports d'une série de radio-éléments devant être tout à fait distincts. Et ce sont bien là les dangers des convois de substances radio-actives posant toute une série de problèmes divers aux solutions tout à fait distinctes. Comme l'écrit *Science et avenir : « Tour à tour, éboueurs et convoyeurs de métaux précieux, débardeurs et policiers, les déménageurs de l'atome ont décidément trop de tâches contradictoires à remplir pour que l'on puisse considérer d'un œil tout à fait serein la carte de France des transports nucléaires. »*

Catherine LEMAIRE

Energies nouvelles : solution d'avenir ?



Energies «nouvelles» : choisi par opposition aux energies dites «classiques» — pétrole, charbon —, le terme est loin d'être satisfaisant. Peut-on, par exemple, qualifier de nouvelle l'utilisation de la force du vent ? Le terme «complémentaires» ne le serait pas plus, car il préjugerait de la place donnée à leur apport. Ni le terme «renouvelables» : à strictement parler, l'énergie géothermique des nappes d'eau souterraines ne se reconstitue pas au fur et à mesure de sa dépense. Nouvelle par contre la conception qui doit maintenant présider à l'élaboration de toute politique énergétique. Avant de dresser un panorama, d'ailleurs obligatoirement restreint, des possibilités, tentons de cerner les principales caractéristiques de cette politique.

Tout d'abord, l'avenir ne peut plus dépendre d'une énergie privilégiée : le pluralisme est une nécessité. Pluralisme non seulement des sources, mais aussi des techniques, des filières suivies, des échelles d'utilisation : telle énergie se situe au niveau national par l'ampleur de l'infrastructure industrielle, l'importance des investissements, le volume total de production telle autre sera décentralisée, plus apte à satisfaire des demandes immédiates plus liée aux situations géographiques, climatiques locales.

Ce pluralisme entraine l'exploration de tous les possibles, donc la mise à contribution de pratiquement toutes les disciplines scientifiques : chimie, biologie (plus exactement bioénergie), physique, électromagnétisme, hydraulique, mécanique des fluides, etc. D'où l'importance à donner à la recherche scientifique.

A cet ensemble des possibles appartient l'amélioration du rendement des énergies conventionnelles qui passe par la récupération systématique des chaleurs résiduelles des rejets thermiques. Faut-il rappeler que le rendement thermique actuel de nos centrales électriques est de l'ordre de 30 % ? Que pour la France, l'ensemble des rejets thermiques s'élève à quelque 15 million s de TEP (tonnes-équivalent pétrole, que les dernières estimations estiment à 40 millions en 1985, soit le huitième de l'énergie consommée à cette époque ? C'est bien là la véritable « chasse aux gaspi »...

La planification doit procéder au reclassement de toutes les énergies au niveau des besoins. C'est ainsi par exemple que l'utilisation de la géothermie est liée à toute une nouvelle politique d'urbanisation : ne devra-t-on pas favoriser celle-ci autour des « sources chaudes » ? De même, l'utilisation de l'énergie solaire exigera l'intégration quasi-systématique des capteurs solaires dans l'habitat nouveau. Objectif : quatre millions de logements équipés en l'an 2000, soit un sur six. Quant à celle de l'énergie éolienne, il est évident qu'elle est liée étroitement aux conditions climatiques locales. Enfin, si la bioénergie offre sans doute des perspectives spectaculaires, son développement est subordonné à des mutations et des réorganisations importantes dans l'économie agricole, l'implantation des industries, la préservation ou l'accroissement des surfaces forestières.

La politique énergétique doit se bâtir autour de trois critères principaux :

— La possibilité de production sur le territoire national, seul gage de l'indépendance économique et politique.

— Le caractère renouvelable (ou recyclable) des firmes choisies, mettant à l'abri de la pénurie.

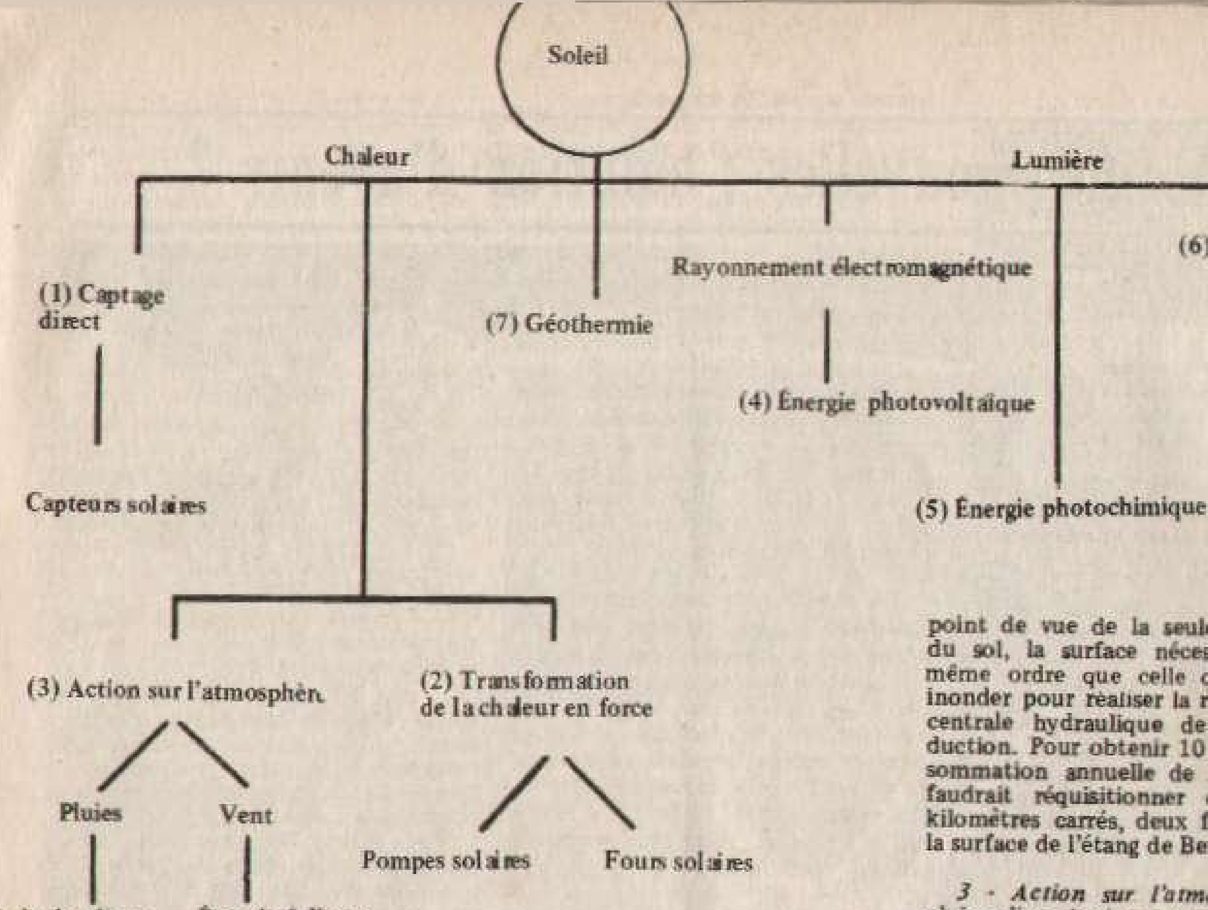
— La prise en compte des conséquences sur l'environnement et des impératifs de la sécurité collective.

Cette politique devra pouvoir intégrer à la fois le «court terme» et le «long terme». La liste des énergies nouvelles est longue, mais d'une part, elles sont l'objet d'une connaissance scientifique et d'une technologie inégalement avancées, d'autre part, il faut leur accorder une vingtaine d'années de développement pour devenir compétitives. Pour substituer un équipement énergétiquement nouveau à un équipement ancien, il faudrait, en moyenne, consentir à une dépense immédiate cinq à dix fois plus importante et inclure dans les matériaux et équipements une dépense immédiate d'énergie quatre fois supérieure à la production annuelle qu'on peut en escompter !

Panorama

Dès que l'on essaie de classer les différentes formes d'énergie, on est confronté à l'ambiguïté du terme « solaire » : la tendance est d'en restreindre la portée à la seule perception immédiate : le soleil est source de chaleur, source de lumière. Aussi le plus simple est-il sans doute de dresser un schéma résumant dans sa totalité les différentes actions du soleil.

→



1 - *Le captage direct.* C'est le procédé généralement utilisé pour le chauffage des habitations et la production de chaleur à usage domestique. La technique la plus simple est celle du « mur Trombe », du nom de son inventeur : les façades exposées au midi sont recouvertes de vitres situées à quelques centimètres des murs. Une circulation d'air transporte les calories emmagasinées dans le local à chauffer. Le procédé nécessite que l'on construise des maisons spécialement conçues pour cela. A ce système, dit « passif », on préfère de plus en plus, un système « dynamique » : un fluide est chauffé dans des capteurs solaires et circule ensuite dans des radiateurs de type classique. La surface des capteurs doit être de 30 à 60 m2 pour une maison de 120 m2 ; un ballon de stockage est nécessaire. Dans l'état actuel des choses, il faudrait, faute d'une subvention de l'État, attendre de 30 à 75 ans pour que l'opération soit avantageuse économiquement ! De plus, il ne faut guère espérer équiper plus de 50 000 maisons par an d'ici l'an 2000. Enfin, compte tenu des fluctuations d'ensoleillement, un chauffage d'appoint apparaît indispensable. Par contre, la production d'eau chaude sanitaire, d'application simple est plus rentable.

Sous la même rubrique doivent être inscrites les techniques de dessalement des eaux et de réfrigération-climatisation qui répondent à des besoins particulièrement importants dans les pays à fort ensoleillement dont la majeure partie appartient au tiers monde.

2 - *Transformation de la chaleur en force.* C'est l'objet de la « thermodynamique ». Le dispositif comprend une source chaude et une source froide. Le processus obéit à deux grands principes fondamentaux, dits de Carnot. Le premier garantit précisément la possibilité de transformer la chaleur en toute autre forme d'énergie. Le deuxième limite le rendement de cette transformation, lié à la différence de température entre les deux sources. D'où l'intérêt à utiliser des températures élevées. Mais pour une telle obtention, quelle complexité doit posséder le système ? D'où quel coût ?

En fait, actuellement, la seule filière thermodynamique permettant la production de force motrice effectivement mise en œuvre dans le monde est une filière à basse température : celle utilisée pour le pompage de l'eau dans les zones arides (procédé Sofretes).

Mais la finalité recherchée est bien celle d'électricité : d'où la conception des centrales solaires. La technique en pointe consiste à appliquer le principe suivant : collecter le rayonnement solaire sur une très grande surface à l'aide d'un champ de miroirs orientables et à le concentrer sur une chaudière portée par une tour. La chaleur est transférée par un fluide « caloporteur » vers un système de conversion type classique, en passant éventuellement par un système de stockage.

Pour fixer les idées, notons que du point de vue de la seule occupation du sol, la surface nécessaire est du même ordre que celle qu'il faudrait inonder pour réaliser la retenue d'une centrale hydraulique de même production. Pour obtenir 10 % de la consommation annuelle de la France, il faudrait réquisitionner environ 400 kilomètres carrés, deux fois et demie la surface de l'étang de Berre.

3 - Action sur l'atmosphère. Les pluies alimentent nos cours d'eau, nos lacs et... les barrages de retenue de l'EDF. Il est bien connu que tous les sites exploitables ont été mis en valeur sur notre territoire et qu'il ne faut donc pas escompter de miracle dans ce domaine. Soulignons simplement ici que la part de l'électricité hydraulique est variable dans le total du bilan énergétique suivant les années : cette variation est mesurée par ce que les spécialistes appellent « l'indice d'hydraulicité ». Alors que, par exemple, en 1976, l'hydro-électricité fournissait 28 % de notre consommation, 1977, bonne année, permettait de porter cette part à 42 %. Finalement, ce sont donc les énergies classiques qui auront fourni l'appoint.

Les énormes masses d'eau charriées par les marées présentent une force considérable : c'est cette force que la France, pionnière en la matière, utilise dans *l'usine marémotrice de la Rance.* (500 millions de kWh/an). Malheureusement, il existe très peu de sites dans le monde — une dizaine — où les marées soient d'une telle amplitude qu'elles permettent une exploitation industrielle. Par ailleurs, les investissements sont considérables.

La plus ancienne application de la force du vent est celle des moulins à vent : elle est ajourd'hui utilisée soit pour produire des capacités de pompage, soit pour produire de l'électricité à l'aide d'un alternateur : *l'éolienne* prend alors le nom *d'« aérogénérateur ».* En pratique, les problèmes technico-économiques sont plus importants qu'il n'y paraît (érosion, corrosion, résistance des pales...).

Le prix d'installation du chauffage éolien d'une habitation de 120 m2 est encore le double de celui d'un chauffage solaire. Il faut en outre que la localisation géographique soit favorable.

4- *L'énergie photovoltaïque.* Le rayonnement solaire obéit aux lois de l'électromagnétisme : il est constitué par un faisceau d'ondes qui véhiculent des corpuscules appelés photons capables de provoquer le déplacement des électrons dans certaines matières, notamment les composants dits semi-conducteurs, donc de créer un courant électrique.

Mises au point vers la fin des années 1960, les ***photopiles*** au silicium ont connu un rapide développement, lié à celui de ce matériau de base de toute l'électronique. Elles ne sont pas utilisées telles quelles dans les applications : elles ne sont que les éléments de systèmes parfois très complexes, grâce auxquels l'énergie solaire permet de pomper de l'eau ou produire de l'électricité. Ces systèmes comprennent des capteurs fixes ou orientables, avec ou sans concentration, des batteries de stockage, des convertisseurs d'énergie — « onduleurs », moteurs, pompes — sans oublier toute l'infrastructure annexe.

Il est évident que ces équipements supplémentaires ont une importante incidence sur le coût d'un système photovoltaïque, telle que l'énergie correspondante est encore beaucoup plus onéreuse que l'énergie thermodynamique. Seulement les perspectives de diminution des prix, grâce notamment à une fabrication de masse sont bien meilleures. De plus, la conversion photovoltaïque est sans doute la meilleure façon d'obtenir, dans les régions isolées, des puissances de l'ordre du kW : elle équipe déjà nombre de phares, de balises d'aéroports, d'autoroutes, de satellites...

Depuis 1975, le marché double chaque année : 90 % de la production française est exportée vers les pays du tiers monde.

5- *Energie photochimique.* Dans la photochimie, c'est-à-dire la chimie utilisant la lumière, on utilise directement le rayonnement solaire, sans avoir à le convertir en chaleur pour provoquer des réactions chimiques, qui peuvent prendre une des trois formes suivantes : des réactions irréversibles conduisant à la synthèse de combustibles, des réactions réversibles qui emmagasinent de l'énergie et qu'il suffit de « renverser » pour récupérer cette énergie, des synthèses de molécules utilisables dans l'industrie (exemple : le nylon).

6- *Bioénergétique.* Les végétaux et les micro-organismes vivants sont des capteurs solaires naturels : ils sont appelés à jouer dans notre approvisionnement énergétique un rôle aussi important que les capteurs thermiques ou photovoltaïques. L'aboutissement des recherches fondamentales entreprises depuis plusieurs années peut représenter une nouvelle « révolution biologique » aussi importante que la révolution nucléaire. La possibilité de mettre en œuvre de nouveaux processus physiques et biologiques dérivant directement de la « photosynthèse » est déjà démontrée suivant deux axes différents. On a découvert que certaines bactéries sont dotées d'« enzymes » capables d'élaborer de l'hydrogène. D'autre part, la séparation des charges électriques induites par la lumière devrait conduire à l'obtention de véritables photopiles biologiques.

En attendant, la combustion et la gazéification des matières végétales permet de récupérer près de 95 % de l'énergie contenue dans ces matières avec un brûleur, et 80 % avec un gazogène. Rappelons que pour avoir la même quantité de chaleur qu'en brûlant une tonne de charbon, 2,5 mètres cubes de bois de chêne suffise — d'où toute une nouvelle politique de la forêt.

7- *Une place à part pour la géothermie.* Tout le monde a appris que le centre de la terre est le siège d'un noyau de chaleur très élevé, le « magma ». Cette existence se concrétise dans les éruptions volcaniques. L'hypothèse d'une exploitation systématique de cette chaleur est récente. Elle peut revêtir six formes différentes :

— *a) La géothermie haute-énergie,* caractérisée par des températures de vapeur ou d'eau sous pression de 150 à 320 degrés centigrades. Elle ne peut se développer que dans des zones restreintes (geysers naturels ou provoqués).

— *b) La géothermie moyenne-énergie* (90 à 150 degrés centigrades), exploitant des nappes profondes. L'exploitation exige un fluide intermédiaire : fréon, ammoniaque, isobutane. Un certain nombre de prototypes fonctionnent en URSS, en Chine et aux USA.

— *c) La géothermie basse énergie* (50 à 90 degrés centigrades) dont l'application principale est le chauffage urbain d'exploitation devenue rentable en France.

— *d) La géothermie très basse énergie* (20 à 50 degrés centigrades) intéressant des profondeurs beaucoup plus faibles (500 à 1 000 mètres), d'où des coûts de forage réduits et des applications faciles, notamment en agriculture (serres).

— *e) La géothermie sèche* ou récupération de la chaleur des roches. Ne connaît pas encore de développement pratique (un seul prototype à Los Angeles) mais les potentialités sont énormes.

— *f) L'énergie volcanique* n'est pas exclue. Elle exige des technologies spéciales. Force est de constater que pour assurer le développement de la géothermie et faire que son utilisation soit concurrentielle, manquent les structures adéquates — et la couverture financière suffisante. Les collectivités locales sont peu aidées pour assurer une partie du travail. A l'heure actuelle, elle ne se développe que par l'action des pouvoirs publics — USA, Mexique, Nouvelle-Zélande, Islande — ou du programme de l'ONU pour l'aide au développement (Turquie, Ethiopie, Kenya).

Joël FABIEN

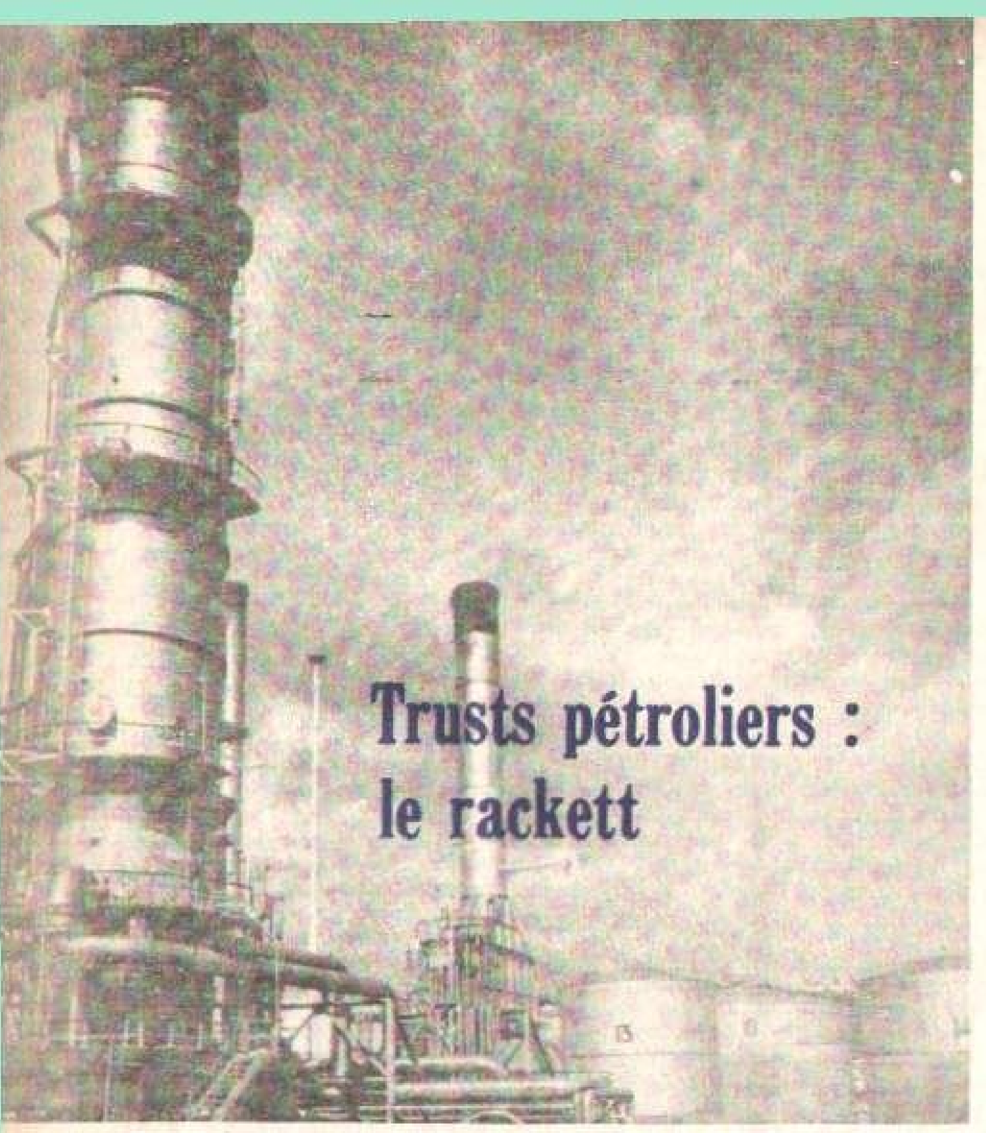
---

9. *Les énergies nouvelles suffiront-elles ?* Essayons-nous à dresser ce qui, au vu de ce panorama extrêmement schématique, pourrait être notre bilan énergétique en l'an 2000 :

BILAN ÉNERGÉTIQUE 2000

Énergie solaire directe	5 M Tep *
Géothermie	1
Usine marémotrice	10
Énergie éolienne	1
Bioénergétique	10
Total Énergies nouvelles	27
	soit 9 %
Énergies « classiques »	200
Total des besoins	300 M Tep
Déficit	73

* Millions de tonnes équivalent pétrole.



Trusts pétroliers : le rackett

L'inflation, le chômage ... Tous ces maux de l'économie capitaliste, on en fait porter le chapeau aux pays producteurs de pétrole ... La réalité est toute autre.

La hausse du prix du pétrole est-elle la cause de l'inflation ?

Regardons de plus près. Lorsque les prix du baril en 1971-1972 passent à 1,33 dollars et 1,75 dollars et en octobre 1973 de 2,20 dollars à 10,95 dollars, les experts calculent que cela devrait entrainer une hausse des prix de 3 à 4 % au plus. Or, la hausse des prix — déjà de 7,6 % en 1973 — atteint 13,1 % en 1974. Au moins 9 % de hausses restent inexpliquées. Lors de la hausse du prix du pétrole en juin 1979, Barre s'empresse de dire que la cause de l'inflation, c'est cette hausse. Or, comment, alors, expliquer que l'accélération de l'inflation s'est faite bien avant juin 1979, dès les premiers mois de 1979 ?

Oui, la hausse du prix du pétrole a bon dos ! L'argument est facile et contribue à renforcer la propagande raciste. Mais il ne tient pas à l'analyse des faits ! On vous abreuve de discours sur l'impôt que prélèveraient les pays pétroliers mais on reste silencieux sur le véritable racket des trusts pétroliers qui ont empoché plus de trois milliards sur notre dos en 1978. On ne nous dit pas que l'Etat empoche sous forme de taxes 67,9 % du prix du super et 68,8 % du prix de l'ordinaire. Ce qu'il faut savoir, c'est que le prix du pétrole de l'OPEP est le moins cher du monde. Le pouvoir d'achat actuel des pays de l'OPEP stagne au niveau de celui de janvier 1974 (voir article ci-dessous). La spéculation effrénée que mènent les trusts pétroliers leur procure des profits colossaux et accélèrent leur taille et monopolisation dans la branche de l'énergie.

Le véritable racket des compagnies pétrolières

Parmi ce que l'on appelle les sept majors, Esso a accru ses bénéfices de 13 % en 1978 par rapport à 1977. Exxon réalise en 1979 près de trois milliards de bénéfices nets (contre moins de deux milliards en 1978), l'anglaise British Petroleum (BP) un résultat net de 1,2 milliard de livres contre 300 millions il y a un an.

Et les trusts français ne sont pas en reste. La Compagnie française des pétroles (CFP) créée en 1924, pour gérer les intérêts de la France dans l'Irak Petroleum Company, 8e groupe pétrolier mondial, 143 filiales réparties dans le monde, sous l'égide de Paribas (4,3 % du capital) avec à son conseil d'administration les PDG des autres grands trusts de l'énergie. Elf-Aquitaine, PUK, a vu pour le premier semestre 1979 son bénéfice net multiplié par sept et se réserve une marge brute d'autofinancement de neuf milliards. Elf-Aquitaine, deuxième groupe pétrolier français dont les plus solides implantations se situent en Afrique (golfe de Guinée) et Europe (mer du Nord, se taille une marge brute de 12 milliards.

Concentration et diversification

Ces superprofits réalisés leur permettent d'orienter leurs investissements et diversifier leurs activités dans des secteurs clé tout en les concentrant. Ainsi, Elf-Aquitaine vient de concentrer ses activités dans le secteur de la santé en fusionnant des firmes pharmaceutiques et para-pharmaceutiques dont deux vedettes de la Bourse, Labaz et Parcer, des sociétés de parfumerie comme Stendhal et Y. Rocher.

Mais aussi et surtout par ces profits fabuleux retirés du pétrole et de la spéculation sur lui, les trusts pétroliers financent leurs recherches d'énergies nouvelles et leur exploitation des ressources énergétiques.

Monopolisation accélérée dans la branche de l'énergie

La politique de chacun des trusts pétroliers de chaque pays, dans l'exploitation des sources d'énergie modernes, passe, soit par la recherche de contrats d'Etat à Etat (de plus en plus, les pays du tiers monde contrôlent directement leur production), soit par des accords internationaux avec d'autres groupes pétroliers d'autres pays, étant donné l'importance des investissements en jeu et les très grandes difficultés technologiques. Par exemple, la CFP cède une partie de ses intérêts dans la recherche pétrolière en mer d'Iroise et au Labrador où il y a exploration de gaz ; le coût de la recherche est trop élevé à assumer seul alors qu'il n'est pas encore techniquement possible d'exploiter ces richesses à cause des icebergs. 15 % du capital sera acquis par la société nationale Petro-Canada et par la Gulf et Aquitaine Company of Canada, ces deux dernières firmes faisant partie du Labrador Group d'où l'on retrouvait déjà dans le capital : Total 33,33 % Gulf 16 2/3 %, Aquitaine 13 1/3 %). De même, l'exploitation d'une importante découverte de gaz naturel à Abou Dhabi, dans le golfe persique revient à la société nationale qui participe à 60 % dans l'ADMA-OPCO, la BP (14 2/3 %), à la CFP (13 1/3 %) et le trust japonais Japan Oil Developpement pour 12 %, avec projet de liquéfaction. Dans le même temps, la CFP, par un accord d'Etat à Etat, s'est assurée une participation à un projet liquéfiant du gaz, provenant de gisements terrestres dans le golfe Persique.

En matière nucléaire, un accord entre la France et le Mexique prévoit l'assistance technique d'EDF et du CEA pour l'installation éventuelle au Mexique de centrales nucléaires à eau pressurée. En matière de pétrole, les trusts français recherchent des contrats d'achat à long terme avec le plus grand nombre de partenaires, permettant des garanties de prix et des régularités d'approvisionnement. Ainsi, un accord est négocié entre Elf-Aquitaine et le Nigéria où, en contrepartie d'une augmentation des achats de brut, ce pays achèterait des biens d'équipement français ; un second accord l'est avec l'Algérie où, en échange d'achat de gaz, la société nationale Elf-Aquitaine obtiendrait des permis de recherche.

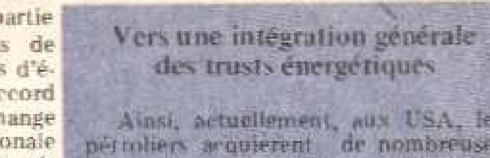
Ainsi, tantôt les trusts pétroliers vont s'allier dans le domaine de l'énergie pour pouvoir investir et avoir toutes les chances de réussir, tantôt ils vont s'affronter pour s'arracher des marchés et passer des contrats dans la recherche, exploration et exploitation des gisements divers.

Quoiqu'il en soit, il s'agit pour les trusts de se placer dans la course à la technologie et de ne pas rater le coche d'une recherche ou d'un marché énergétique susceptibles de remporter gros d'ici quelques années.

Et il est remarquable de souligner que tout cela se passe au sein des trusts pétroliers et plus généralement de tous les monopoles, dont une partie de leur activité est centrée sur l'énergie (nucléaire, pétrole, etc.)

Dans la concurrence entre sources d'énergie, certains parlent même d'une voie vers « l'énergie totale », tout trust énergétique serait alors amené à prévoir un service complet pour un groupe d'utilisateurs. Le fait que les trusts s'étendent hors de leur secteur de l'énergie classique, intègrent plusieurs sources d'énergie en leur sein propre, ne prépare-t-il pas cette voie ?





Vers une intégration générale des trusts énergétiques

Ainsi, actuellement, aux USA, les pétroliers acquièrent de nombreuses mines de charbon et en ouvrent de nouvelles, telle Monterey Coal, filiale de la Standard Oil of New Jersey. Par le biais de la Sohio, la BP possède aussi des intérêts dans les houillères US (Old Ben Group). Au total, les pétroliers contrôlent 3 % de la production de charbon aux USA contre 8 % aux sidérurgistes.

Esso, Mobil et Gulf s'activent aussi dans le secteur clé de l'énergie qu'est le nucléaire. Esso possède des mines d'uranium (en Wyoming), a créé une filiale spécialisée Jersey Nuclear, misant sur le cycle des combustibles pour réacteurs à eau légère, depuis le minerai brut jusqu'à la gestion sous contrat des combustibles dans et hors le réacteur pour le compte des producteurs d'électricité. La Gulf Oil s'est lancée aussi dans l'exploration et mise au point d'une filière : les réacteurs à gaz à haute température et c'est en fonction de cette filière que Gulf a organisé le traitement des combustibles nucléaires dans ses usines. C'est 15 à 20 % du marché US qui pourrait bien être conquis en 1985.

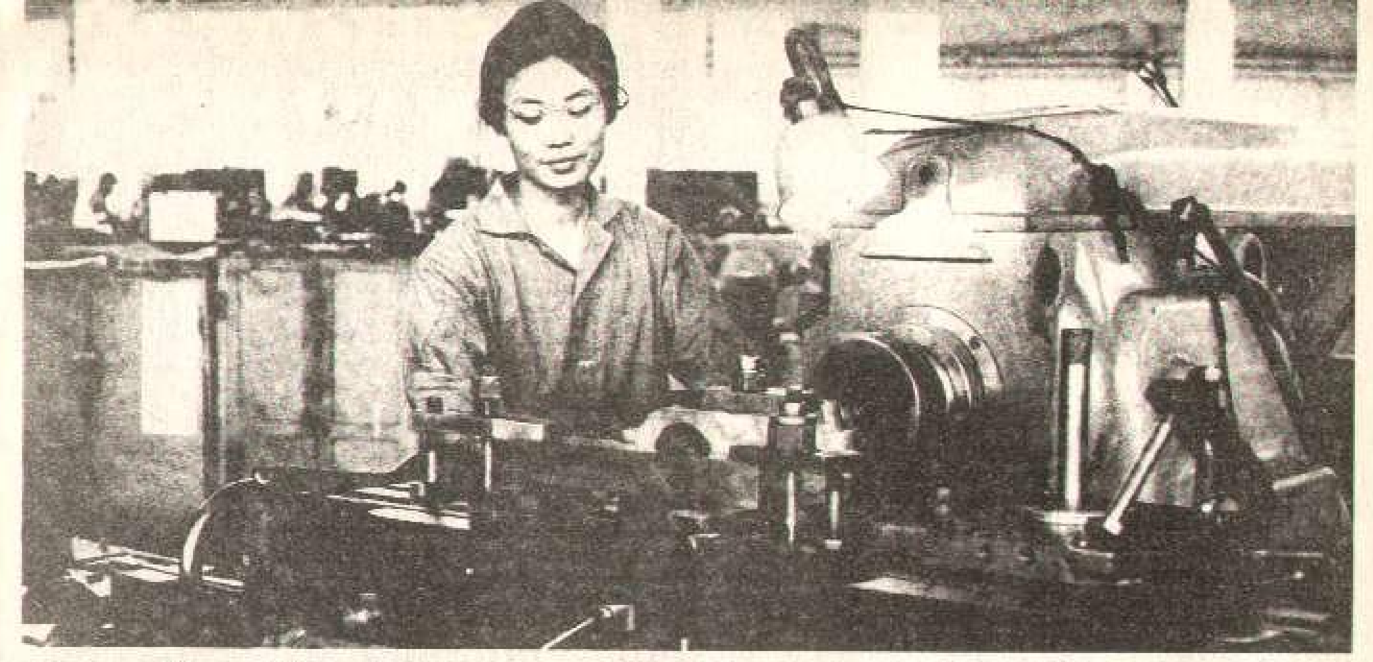
Dans un autre domaine, on a vu que la CFP (qui a débuté par un développement de l'industrie pétrolière) se lance dans l'exploration du gaz naturel et elle gère aujourd'hui un groupe pétrolier gazier intégré.

En matière d'énergie solaire, on assiste à tout un jeu d'alliances entre les grands monopoles tablant sur l'énergie pour leur permettre de jouer un tout premier rôle dans ce domaine. Ce fut le cas de la CFP, d'Elf-Aquitaine et la Thomson-CSF vient de se lier au Major Exxon. 75 installations de pompages solaires sont réalisées, enfin, par la Sofretes — filiale de la CFP — le CEA et sont vendues aux pays du tiers monde.

Oui, la principale source d'énergie pour les pays capitalistes occidentaux — le pétrole — est devenue chère et peu abondante. La politique impérialiste de ces pays est menée à rude épreuve par le tiers monde qui relève la tête. Pour nos compagnies pétrolières, il s'agit d'œuvrer pour avoir la haute-main sur toutes les sources d'énergie modernes ou, tout au moins, développer leurs moyens de contrôle par le biais des prises de participation puisque, le plus souvent, elles se voient contraintes de composer désormais avec le tiers monde dont le durcissement des positions est un nouvel élément qu'elles ne peuvent pas ne pas prendre en compte.

Quoiqu'il en soit, on va dans le sens d'une concentration, d'une monopolisation toujours plus poussée dans la branche très vaste de l'énergie.

Catherine LEMAIRE



Syndicalisme et socialisme chinois

Par Luc Vincent

Le syndicalisme chinois est assez peu connu en France. Notre délégation en avait fait un de ses principaux centres d'intérêt. Et à plusieurs reprises, nous avons pu en discuter avec des syndicalistes ou des responsables du Parti.

Disons tout de suite que nous avions beaucoup de questions à leur poser. Et notamment sur le rôle du syndicat dans leur pays, sur ses liens avec le Parti, ses rapports avec les directions des entreprises, sur sa représentativité réelle, c'est-à-dire sa capacité à être véritablement l'organisation de masse des travailleurs.

Le 9e Congrès national de syndicats de Chine s'est tenu à la mi-octobre 1978. Il marquait la reprise, au niveau national, des activités de la Fédération des syndicats de Chine (FSC). Pendant les dix années de la Révolution culturelle, l'ultra-gauche avait réussi à paralyser à peu près complètement le travail des syndicats. Ce n'est qu'avec l'arrestation des Quatre et la critique de leurs conceptions et de leurs agissements que le travail a pu reprendre et les syndicats se réorganiser.

Ce congrès est donc un événement important pour les travailleurs chinois. Il fixe les tâches des syndicats pour la période des Quatre modernisations socialistes. Le programme général adopté à ce congrès précise : « *Le principe fondamental que les syndicats chinois doivent suivre dans la nouvelle période est comme suit : sous la direction du Parti communiste chinois et à la lumière de la ligne du 11e congrès de celui-ci, unir, éduquer et encourager les travailleurs pour qu'ils élèvent sans cesse leur niveau de conscience politique, s'initient aux sciences et techniques modernes, prennent une part active à la gestion des entreprises, développent largement l'émulation socialiste au travail et s'appliquent à élever la productivité ; veiller à améliorer progressivement, en rapport avec le développement de la production, la vie matérielle et culturelle des travailleurs* ».

Cinq tâches bien précises que les syndicats doivent remplir sous la direction du Parti, souligne le congrès.

Le syndicat est le bras droit du Parti

Le principe de la direction du syndicat par le Parti nous a été réaffirmé avec force : « *Quand le Parti ne dirige pas le syndicat, celui-ci n'est pas au service des travailleurs. C'est ce qui se passe pendant la Révolution culturelle* ». Le courant gauchiste représenté par Lin Biao, Chen Boda et les Quatre ne s'est pas contenté d'accuser les syndicats d'être dominés par le révisionnisme, d'être au service des « *responsables engagés dans la voie capitaliste* », il les a détruits et a constitué à leur place des organisations de « *rebelles révolutionnaires* ». Ces organisations n'étaient pas placées sous la direction du Parti communiste mais sous celle de Lin Biao et des Quatre. Et ils s'en servaient pour diviser les travailleurs entre eux et contrôler ou détruire les organisations du Parti. Lorsqu'ensuite le Parti décida la reconstitution des syndicats à tous les niveaux, les partisans des Quatre s'employèrent à les rendre indépendants du Parti. Contrôler la classe ouvrière, c'était leur objectif. Mais ils ne se préoccupaient pas des intérêts immédiats des travailleurs et réprimaient ceux qui s'opposaient à leurs activités. Pour les militants chinois, cette douloureuse et récente expérience confirme que la direction du Parti communiste est nécessaire afin que le syndicat soit bien au service de la classe ouvrière. On ne peut, bien sûr, comprendre cette position que si l'on admet que le Parti communiste chinois est l'organisation unique des travailleurs chinois les plus conscients.

On nous a, par ailleurs, rappelé que c'était le PCC qui avait créé les syndicats dans les années vingt « *pour servir de courroie de transmission du Parti aux masses* ». Pourquoi ? Le Parti est le détachement d'avant-garde du prolétariat. Il appartient donc à la classe ouvrière et travaille dans l'intérêt du peuple. Mais il ne peut organiser tous les travailleurs en son sein. Il faut des organisations de masse avec des objectifs spécifiques, c'est le cas des syndicats. Les syndicats défendent les intérêts immédiats des travailleurs qui, d'ailleurs, y adhèrent pour cette raison. Mais ils défendent aussi les intérêts historiques de la classe ouvrière car intérêts historiques de la classe ouvrière et intérêts immédiats des ouvriers ont une profonde unité. Mais seul le Parti peut éclairer et guider ce combat. La thèse léniniste est celle des camarades chinois et beaucoup sont surpris de savoir qu'en France les syndicalistes sont dans leur grande majorité partisans de l'indépendance syndicale par rapport aux partis.

Il y a sans doute dans notre pays une grande confusion théorique sur ces problèmes mais il y a aussi une grande différence entre l'histoire et les réalités actuelles du mouvement ouvrier dans les deux pays.

Le syndicat travaille en toute indépendance

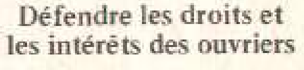
Le camarade Yé Jianying, vice-président du Comité central du PCC, se montrait soucieux, dans son discours prononcé à l'occasion du trentième anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, de voir les syndicats jouer pleinement leur rôle avec « *esprit d'initiative et en toute indépendance* ». Selon lui, le syndicat « *n'est pas là pour le décor* ». Il y a une évidente contradiction entre l'affirmation de la nécessité de la direction du syndicat par le Parti et celle de son indépendance. Nous avons voulu en savoir plus. Quelle contradiction réelle et quelle volonté politique cette contradiction formelle recouvre-t-elle ? Nous l'avons demandé aux syndicalistes de Shanghaï. Les cinq tâches que les syndicats se sont défini visent à mobiliser les travailleurs pour la réalisation des *Quatre modernisations socialistes*. Mais cela est inséparable de la défense des droits et des intérêts des travailleurs : comment l'ouvrier peut-il lutter pour la modernisation de la Chine si ses droits et ses intérêts immédiats ne sont pas respectés ? Et comment cette modernisation serait-elle socialiste si elle ne va pas de pair avec la démonstration concrète que les ouvriers sont les maîtres du pays ? Et dans la réalité, il y a de nombreux problèmes. Les comités du Parti, les directions administratives et même les syndicats ne sont pas toujours suffisamment préoccupés par les droits et les intérêts immédiats des travailleurs. C'est pourtant là explicitement tout un aspect du travail des syndicats !



Selon la direction du PCC et celle de la FSC, le seul moyen d'avancer, c'est de doter les syndicats d'une large autonomie dans l'accomplissement de leurs tâches. Il faut notamment garantir l'indépendance du syndicat vis-à-vis de la direction de l'entreprise. Les camarades ont insisté : « *Le Comité du Parti est le représentant de la classe ouvrière, le directeur administratif aussi et le syndicat aussi. Évidemment, ils ont le même objectif mais les positions sont différentes et donc les angles de vue. Donc il arrive qu'il y ait des contradictions. Et en plus, il y a le bureaucratisme.* »

La volonté politique du PCC et de la FSC de régler ces contradictions bien réelles et qui apparaissent en permanence est claire. Mais qu'est-ce que cela donne dans la réalité ? Il y a des difficultés : « *Des camarades des syndicats ont des inquiétudes, ils craignent d'aller trop loin, ils n'osent pas mobiliser largement les masses avec indépendance et esprit de responsabilité* ». Et puis « *des responsables ne sont pas favorables au développement des activités des syndicats ; ils trouvent que cela complique leur travail !* ». L'insistance de Yé Jianying n'a donc rien de formel ; il ne s'agit pas d'une formule jetée en l'air mais de la politique du PCC et de la FSC.

A Pékin, un représentant du Comité central du PCC nous a dit : « *Nous insistons sur l'indépendance et l'autonomie du syndicat. Le Parti ne doit pas trop intervenir dans les affaires intérieures du syndicat. Il doit faire de la propagande pour la ligne juste, renforcer le travail idéologique et veiller à ce que les membres du Parti soient exemplaires ; voilà la direction du Parti.* » Cette préoccupation nous a semblé nouvelle. Elle vient enrichir d'une manière contradictoire le principe de la direction du Parti sur lequel le PCC a beaucoup insisté après la chute des Quatre pour s'opposer aux tendances anarchistes que ceux-ci avaient encouragées, ou aussi face au développement de courants *libéraux* dans l'intelligentsia et la jeunesse en réaction au comportement fasciste des Quatre. On retrouve la démarche dialectique que le PCC a toujours eue sous la direction de Mao. On nous a dit : « *Il y a deux types d'insuffisances dans la pratique ; il ne faut pas affaiblir la direction du Parti mais il ne faut pas tout remplacer par le Parti. La deuxième insuffisance est la tendance encore principale aujourd'hui* ».



Défendre les droits et les intérêts des ouvriers

Parmi les cinq tâches des syndicats, il y a celle consistant à « *encourager les ouvriers à participer à la gestion des entreprises et à garantir leurs droits démocratiques en tant que maîtres du pays* ». (D'après le rapport du camarade Ni Zhifu, président de la FSC, au 9e Congrès des syndicats de la Chine).

Depuis quelques mois se pratique l'élection des responsables d'ateliers. C'est une mesure concrète d'une gran-

de importance dont la 2e session du Comité exécutif de la FSC, tenue cet automne à Pékin, a dit qu'il fallait « *l'appliquer avec conviction, à titre expérimental, pour la généraliser dans deux ou trois ans* ». Cette remarque révèle deux choses : la première, c'est la volonté de la FSC de rendre réelle l'élection des responsables d'atelier ; la seconde, c'est le caractère encore limité de cette expérience et les difficultés qu'elle rencontre pour ne pas se réduire à des élections formelles. Même celui qui n'a jamais mis les pieds en Chine comprendra aisément les difficultés que peut rencontrer l'application d'une pareille mesure. Qui dit élection des responsables d'atelier dit possibilité de changer les responsables actuels, c'est évident. Mais cela n'est pas sans poser des problèmes qu'il faut pouvoir maitriser. Et puis sur quelle base élire les chefs d'atelier ? Cela demande de la part de la masse des ouvriers un grand sens des responsabilités devant la tâche centrale de l'entreprise qui est de produire. En plus, la Chine sort à peine du féodalisme. Cela signifie dans le cas présent plusieurs écueils supplémentaires : l'anarchisme et sa tendance à refuser toute autorité, toute discipline ; le bureaucratisme qui poussera vers l'organisation d'élections formelles ; le suivisme qui favorise l'apparition des bureaucrates. Il n'est pas de mesure révolutionnaire qui ne soit difficile à faire passer dans la réalité. La propagande unilatérale et quelquefois tout à fait mensongère que le PCC développa vers l'étranger pendant la Révolution culturelle, sous l'influence des Quatre et de l'ultra-gauche en général, fait que beaucoup en Occident ont l'impression d'un recul. Ils ont du mal à croire que la Chine n'en soit encore que là ; ils se demandent s'il n'y a pas recul de la révolution. Une connaissance un peu plus concrète de la Chine nous fait estimer que les mesures actuellement en application sont, au contraire, très avancées pour la réalité chinoise.

Il est vrai que certaines pratiques développées lors de la Révolution culturelle semblent plus avancées. Par exemple, l'élection à la tête des entreprises de comités révolutionnaires. Mais justement la pratique a prouvé que cela ne marchait pas : l'élection des comités révolutionnaires a porté à la tête des entreprises des gens qui se sont révélés incapables d'organiser la production et donc d'assurer le maintien du niveau de vie des travailleurs ; quelquefois ces élections ont été l'occasion de la prise du pouvoir dans l'entreprise par une côterie d'arrivistes sans scrupules, maitres dans l'art de la démagogie ; et assez rapidement ces élections sont devenues formelles. C'est pourquoi le Parti a décidé d'en revenir au système du directeur nommé par les échelons supérieurs. Par contre l'expérience des élections est tentée à un niveau plus proche des travailleurs : celui des responsables d'atelier. Le Parti estime que les ouvriers pourront mieux maitriser ces élections. Il compte également sur le renforcement du travail politique de ses militants et des syndicats, travail qui devrait faire reculer la pression de l'héritage féodal.



Si les directeurs sont nommés, ils n'en sont pas moins contrôlés. C'est, entre autres, le travail du syndicat, nous l'avons vu. Mais à ce contrôle permanent s'ajoute la tenue de congrès des ouvriers et employés. Ces congrès se réunissent régulièrement (une à deux fois l'an). Les délégués sont élus démocratiquement. Le secrétaire du Comité du Parti et le directeur de l'entreprise viennent faire chacun leur rapport sur les activités dont ils sont responsables. Le congrès commente les tâches accomplies, formule les critiques ou suggestions. Il peut proposer le remplacement du directeur à l'échelon supérieur et donne aussi son appréciation sur les cadres. Il peut prendre des résolutions sur ce qui concerne les intérêts immédiats des travailleurs. Le syndicat est chargé de veiller à la réalisation de ces résolutions.

Par exemple, la direction d'une usine de Shanghai avait transformé le club des ouvriers en entrepôt et fait construire de nouveaux ateliers à l'emplacement des terrains de sport. Ce zèle vis-à-vis de la production n'était pas du goût de tous les travailleurs ! Le dernier congrès des ouvriers venait de fixer une échéance pour libérer le club et pour refaire d'autres terrains de sport. Mais il avait fallu un travail de plusieurs années au syndicat et à la Ligue de la jeunesse pour aboutir par la mobilisation des travailleurs à cette décision du congrès.

Un autre exemple, celui de l'usine sidérurgique No1 de Shanghaï. D'une manière générale, le logement reste un problème difficile pour les travailleurs chinois. Mais, dans le cas de cette entreprise, les travailleurs estimaient qu'il y avait quelque chose de possible à faire mais que la direction ne s'en souciait pas. Aussi, le congrès a-t-il critiqué le directeur et tout le bureau administratif et a désigné une commission d'enquête. Sur son rapport, une décision a été prise : construire 10 000 mètres carrés de logements. Le directeur a conclu son autocritique : « *Je vous présenterai ma démission si je n'arrive pas à réaliser cet objectif* ».

Évidemment, là encore, cela ne marche pas comme sur des roulettes. Il y a des luttes à mener. Un syndicaliste nous confiait : « *Des dirigeants ne veulent pas qu'on tienne des congrès des ouvriers dans leur usine. D'autres veulent que le congrès ne soit qu'un instrument pour entériner les décisions de la direction. Certains ont peur de la critique, ils ont peur de ne pouvoir résoudre les problèmes posés et de perdre la face* ». Ce camarade est actuellement vice-président du Syndicat général des ouvriers de Shanghaï et membre du Comité du Parti pour la municipalité de Shanghai. Il a expliqué : « *On a fait un bilan sur l'expérience des congrès des ouvriers sur Shanghai, ce rapport a été présenté au Comité du Parti qui l'a approuvé et transmis à la base pour que tout le Parti encourage la généralisation de ces congrès. Mais il y a encore beaucoup de chemin à faire. Il y a des contradictions mais elles sont au sein du peuple. Il faut savoir résoudre ces contradictions. Nous portons notre attention sur les expériences positives afin de les donner en exemple, mais aussi sur les expériences négatives, surtout celles où il y a négation des droits démocratiques des masses. Il faut faire le point sans cesse.* »

Lutter contre le bureaucratisme

Lors de l'entretien que ce camarade nous avait accordé, il a été question du bureaucratisme. « *Des dirigeants ne tiennent pas compte de l'opinion des masses. Et même ils s'accordent des privilèges, ils vont jusqu'à porter atteinte aux intérêts des travailleurs. Par exemple, des cadres s'attribuent des logements en priorité sur les ouvriers. C'est négatif, très négatif ! Comment voulez-vous que les travailleurs mettent en valeur leurs capacités d'initiative si des dirigeants se conduisent comme cela. Le syndicat doit intervenir vigoureusement contre le bureaucratisme.* »

Sur le même ton, la 2e session du Comité exécutif de la FSC indiquait : « *... Au nom des travailleurs, les syndicats doivent lutter contre les bureaucrates qui ne se soucient guère des conditions de vie des masses et qui vont même parfois jusqu'à les aggraver.* »

Nous avons également appris durant notre voyage que le Parti avait décidé de contrôler le train de vie de ses cadres. La lutte contre la bureaucratie nous a semblé réellement engagée. C'est une question sérieuse pour l'avenir de la Chine. Les Chinois semblent de plus en plus exaspérés par les manifestations du bureaucratisme. Cela concerne les petites choses comme les grandes. Les petites, c'est une certaine lourdeur de l'administration qui nuit considérablement au dynamisme de la société chinoise. Les grandes, ce sont les cas extrêmes où le bureaucrate dégénère en un nouvel élément bourgeois. Et de ceux-là, il y en a à l'extérieur comme à l'intérieur du Parti. La modernisation de la Chine, comme, à long ou à moyen termes, le caractère socialiste de la société, dépend aussi des résultats de la lutte engagée contre le bureaucratisme. Il nous a semblé que c'était la position du Parti et de la FSC.

Le camarade Mao Ze-dong avait probablement aussi cette idée en tête lorsqu'il a déclenché la Révolution culturelle. Mais on insiste aujourd'hui sur le fait que les cadres qui ont un comportement bureaucratique ne sont pas pour autant des ennemis de classe et que ceux qui ont complètement dégénéré sont des nouveaux éléments bourgeois mais ne constituent pas une classe organisée. Cela influe sur les formes et les moyens de la lutte à mener. Les grands mouvements de masse à caractère impétueux ne sont plus nécessaires ; il faut mener la lutte en s'appuyant sur les organisations ouvrières et par les moyens ordinaires de la dictature du prolétariat, la justice par exemple.

« *Les organisations syndicales doivent jouir entièrement de la confiance des ouvriers, parler et agir dans leur intérêt* ». C'est la consigne impérative donnée aux syndicats par la 2e session du Comité exécutif de la FSC. Elle peut assez bien résumer les efforts des directions du Parti comme de la FSC : autonomie des syndicats, défense des droits et des intérêts immédiats des travailleurs, lutte contre le bureaucratisme. Il nous est difficile en tant que militants français de porter un jugement quant à la justesse conjoncturelle de cette orientation. Mais nous apprécions les conceptions qui la sous-tendent : le socialisme doit permettre le développement continu de la démocratie.

D'une manière générale, nous avons pu constater des convergences profondes entre les préoccupations des militants français et chinois. Elles manifestent clairement l'unité fondamentale du mouvement ouvrier international par-delà des différences dues aux particularités nationales attachées au processus concret de la révolution dans chaque pays.

Et encore une fois, il faut souligner l'esprit de recherche du mouvement ouvrier chinois. Le camarade Li Jiachi des syndicats de Shanghaï nous disait : « *Le rôle du syndicat sous le socialisme ? C'est un problème que nous ne faisons que commencer à expérimenter* ». Eux aussi font le point, réfléchissent, approfondissent leur compréhension de ce qu'est le socialisme. Une différence importante avec nous : ils expérimentent en même temps, et cela dans des conditions difficiles. Car construire le socialisme dans un pays regroupant le quart de la population mondiale, à partir d'une économie particulièrement arriérée et d'une société hier encore féodale, dans un environnement international où l'impérialisme reste dominant, c'est bien recommencer l'histoire de Yu-kong et de ses fils déplaçant les montagnes.

Luc VINCENT



CINEMA

«L'ancien se meurt, le nouveau ne parvient pas à voir le jour; dans cet interrègne surgit une grande diversité de symptômes morbides » Antonio Gramsci

A propos de «Don Giovanni»

Par Michel David

«T'es allé voir Don Giovanni ?» Qu'est-ce-c'est ? Un film sur un opéra. Beurk ! Les opéras, tu sais on y comprend rien et c'est emm..» Il y a des préjugés tenaces. Je suis allé voir «Don Giovanni», c'est beau, intéressant, pas du tout ennuyeux et je vous conseille d'y aller M.D.



« *Don Giovanni* », c'est un film d'opéra (c'est-à-dire un opéra tourné en décors naturels) qui met sur écran le *Don Giovanni* de W. A. Mozart. Sa sortie a suscité certaines polémiques. Nous voudrions apporter, à ce propos, quelques repères.

Une dimension européenne

Mis en scène par Joseph Losey, à partir de Mozart, qui lui-même avait travaillé sur le *Don Juan* de Molière qui, quant à lui, avait adapté un thème de l'Espagnol Tirso de Molina.

Le projet vient de Rolf Liebermann, Suisse, administrateur depuis 1973 de l'opéra de Paris.

Voilà une accumulation de références qui donne une dimension européenne à ce projet.

Et quand vous saurez que le bailleur de fonds de l'affaire est la société *Gaumont* (le film a coûté 30 millions de nouveaux francs), vous comprendrez peut-être que le fond de l'affaire n'est pas seulement artistique : ne serait-ce pas là une tentative de sociétés cinématographiques européennes de passer à la contre-offensive face aux monstres US et japonais. N'y aurait-il pas là un savant calcul ? Impossible de rivaliser avec les catastrophes hollywoodiennes et les Goldorak des studios japonais, par contre là où personne ne viendra piétiner nos plates-bandes, c'est sur notre terrain, notre culture. *Dom Juan* contre *Goldorak ?* Pourquoi pas quand on sait que l'objectif est 100 millions de spectateurs en 5 ans, que d'autres projets de films d'opéra sont en cours.

Démocratiser l'opéra ?

Cela ne retire rien à la générosité des intentions de Liebermann qui, en toute sincérité, déclare :

« *Le Don Juan me ravit en bien des points qui ne sont pas exclusivement d'ordre artistique. J'ai toujours été persuadé de l'obligation de démocratiser l'opéra* ».

Pour certains puristes, le *Don Giovanni* de Losey est resté en travers de la gorge : « *Comment, ma chère, vous vous rendez compte, ces acteurs qui jouent en play-back, et l'envoûtement des scènes d'opéra remplacé par la froideur des salles de cinéma...* » Laissons l'élite jacter: Nous ne sommes pas de ces gens-là.

Ce qui ne nous empêche pas de poser certaines questions : « *Suffit-il de démocratiser l'opéra pour en faire un art populaire ?* ». C'est apparemment l'avis des journalistes du PCF qui ont fait un accueil chaleureux à cet opéra « démocratique ».

Quant à nous, force nous est de constater que si l'opéra est aujourd'hui le fait de l'élite (voir le prix des places pour « *Lulu* » de Berg : 250 F !), cela ne veut nullement dire que l'opéra soit par essence réactionnaire : il ne l'est pas quand, avec Verdi par exemple, il correspond aux aspirations d'un peuple ou d'une nation.

La démocratisation ne saurait être la finalité de la révolution culturelle. Elle en est une des conditions. Alors, non à la démocratisation s'il s'agit d'élargir (un peu) le cercle des initiés de la culture bourgeoise, oui s'il s'agit de rendre aux travailleurs ce qui, en définitive, leur appartient, pour qu'ils puissent juger sur pièces et transformer.

Don Giovanni, un héros de gauche ?

Quelques mots sur le héros. Le thème de Don Juan a été créé par Tirso de Molina, théologien espagnol, qui, en 1630, conçoit une pièce à thèse destinée à illustrer aux yeux d'un public dévôt le problème de l'impénitence finale. Un grand seigneur, grand pêcheur, est finalement puni par le ciel et jeté en enfer.

Molière, en 1665, reprend le thème. Jouée un an après *Tartuffe*, cette pièce fait état de préoccupations similaires ; contre les dévôts, il prend parti pour les libertins. A la recherche exclusive du plaisir, Don Juan fait figure de héros de la liberté individuelle se dressant contre l'ordre du ciel. Par là, Molière ébranle le système religieux de la monarchie absolue et annonce les idées révolutionnaires.

Mais, en même temps, son héros a un caractère ambiqu mis à jour par Brecht : sa liberté ne tient-elle pas à sa position sociale de seigneur féodal ? Son refus de la loi du ciel n'est-il pas qu'un aspect du mépris aristocratique pour toute loi commune ?

1878. Deux ans avant la révolution bourgeoise, Mozart reprend le thème. Il présente Don Juan comme un « phénomène morbide », produit d'une société où le vieil ordre est rejeté sans que soit établi un nouvel ordre, produit de la décomposition de la vieille morale féodale. Quand la paysanne résiste à Don Juan, son premier argument est de lui dire : « *On dit que vous n'êtes pas un chevalier !* »;

En même temps, Mozart montre ses personnages affrontés aux rivalités de classe, à une situation sociale tendue à l'extrême. Bourgeois et paysans, unis dans le même respect de la morale basée sur la fidélité et la vertu, pourchassent le trompeur et Mozart penche manifestement de leur côté quand il montre Don Juan encerclé par des centaines de paysans en colère, obligé de fuir face à ce qui ressemble bien à une émeute.

Ces quelques remarques ne sauraient tout dire sur cet opéra qui est également une réflexion philosophique sur la mort ; elles sont faites pour indiquer que vous ne perdrez pas votre temps en allant voir Don Giovanni.

Michel DAVID

Qui est Monsieur Losey ?

Curieusement, pour un cinéaste dont les films sont souvent empreints de préoccupations psychologiques, métaphysiques sur la « nature humaine », la politique a joué un rôle important.

En 1929, il se bat contre la destruction du camp des vétérans par Mac Arthur à Washington (l'armée avait détruit un campement d'invalides de guerre qui exigeaient une législation en leur faveur). A cette époque, il crée le « Living Newspaper », magazine culturel de gauche. Il fait du théâtre marginal dans les groupes communistes avec Élia Kazan.

Après la guerre, il entre au Parti communiste. Comme Bretch, il sera persécuté par Mac Arthur. En 1951, il quitte Hollywood pour l'Europe.

Dans une interview au Nouvel Observateur, il déclare : « Tout le monde doit être engagé. Tout film qui traite des questions sociales est un engagement, qu'il soit lié à un parti ou pas. Je considère que la plupart de mes films sont politiques et que je suis cinéaste engagé. »

M. D.



Bert Brecht

A propos de la musique de Mozart dans Don Giovanni

(Extraits de « Écrits pour le théâtre » Tome 1 (l'Arche)

B. Brecht rejette la musique « intimiste » « psychologique » fin 19e. Sa condamnation est sans appel :

« La musique se comportait en laquais tyrannique de la bourgeoisie : elle était un " modèle dans le vent ". Incapable de satisfaire aux exigences plus ou moins immorales du marché, la musique " sérieuse " s'est alors retirée dans une tour d'ivoire où " elle a continué de se développer ". (Page 46).

Nous n'avions guère d'emploi pour une musique rendue psychologique. Nous avons préféré revenir aux fonctions que, par exemple, dans son Dom Juan, Mozart lui avait attribuées : elle exprimait, pour ainsi dire, les manières des hommes — à condition de donner au terme " manières " une acception assez large. Mozart exprimait les attitudes socialement importantes des hommes, des productions telles que l'audace, la grâce, la méchanceté, la tendresse, l'impertinence, la politesse, la tristesse, la servilité, la concupiscence, etc.

Par Léon Cladel

B.D. de crise

Ces dernières années la bande dessinée s'est imposée comme un moyen d'expression à part entière dont on n'a plus à rougir. Auparavant sa lecture était réservée aux enfants. Nous devons donc donner à ce phénomène toute son importance. Ces petits carrés de dessins reflètent tous les courants politiques actuels, les courants défaitistes, la campagne contre le tiers-monde. Ils peuvent aussi dénoncer la répression policière ou exalter la lutte des paysans mexicains contre l'impérialisme

« L'homme de Zoulouland»

A la gloire du colonialisme

Depuis les débuts de la bande dessinée, les forêts tropicales ou équatoriales des pays du tiers-monde servent de terrain privilégié pour l'évolution de héros blonds aux yeux bleus ou bien de messieurs muscles rose bonbon à la Tarzan.

On aurait pu s'attendre à ce que ces productions disparaissent avec l'accession à l'indépendance des pays colonisés. Eh bien non ! Les Tarzan, Akim et compagnie, poursuivent leur carrière évoluant en Afrique comme en pays conquis. En outre, on trouve maintenant un album à la gloire de la conquête de l'Afrique du Sud par les colonialistes anglais. Cette bande dessinée de Gino Luigi de Antonio raconte la bataille de Rorke's Rift qui opposa, le 22 janvier 1879, 80 fusiliers anglais à 4 000 guerriers zoulous. Les Africains y sont présentés comme des êtres cruels. Ils sont qualifiés d'épithètes tels que « fils de satan », « museaux de charbon », « démons », etc... Ils incendient, pillent, ouvrent les ventres des ennemis avec leurs lances.

Il faut souligner que cet album ne constitue qu'un exemple de la série intitulée « *L'Homme de* », parmi lesquels : « *L'Homme du Nil* », « *L'Homme de la légion* ».

Il faut signaler aussi les oeuvres de Hugo Pratt dont beaucoup sont situées en Afrique à l'époque coloniale.

Cela signifie peut-être un besoin d'évasion. Au moment où les pays du tiers-monde mènent de grandes luttes pour un nouvel ordre économique, certains rêvent peut-être d'intervention armée ou de reconquête, la bande dessinée servant à préparer les esprits.

«Les phalanges de l'ordre noir»

Désespoir

D'anciens phalangistes (organisation fasciste espagnole), à la mort de Franco, massacrent tout un village espagnol. En retour, 40 ans après leur dissolution, une brigade internationale se reconstitue avec des anciens combattants venus d'un peu partout.

Cela va être la course poursuite à travers l'Europe puis l'assaut final où tous vont périr, sauf un Anglais : Pritchard. Voilà les impressions de Pritchard avant le combat final : « *Etrange impression que de voir enfin si près de nous ces hommes que nous poursuivions depuis si longtemps. Vieillards infâmes observés par d'autres vieillards tout aussi infâmes... Sans doute méritaient-ils l'enfer et sans doute le méritons-nous autant qu'eux...* ». Un autre commentaire : « *Pensées radotantes où s'entremêlaient la soif de vengeance, le désir d'oublier, le goût de l'abîme, les rhumatismes (...)* ». Le dessin, les couleurs, tout contribue à donner un air de grisaille à cet album. Une impression de désenchantement. Comme si les combats n'étaient bons que pour les jeunes idéalistes. Les uns et les autres, fascistes et républicains, apparaissent comme anachroniques, les champions de causes perdues. Et, leurs combats sanglants se font dans l'indifférence générale.

Il se dégage de cet album qu'il n'y a pas de cause juste, qu'il n'y a pas de violence légitime, et par glissement, on en déduit que tous ceux qui luttent pour briser la domination de la bourgeoisie sont des vieux schnock qui radotent sur une époque révolue. En définitive, l'histoire n'aurait pas de sens. Une bande dessinée qui n'aide pas du tout à saisir la réalité, bien au contraire.

«Les innocents d'El Oro»

Les paysans mexicains en lutte

Trop souvent l'Amérique Latine a servi de prétexte pour ridiculiser dans la bande dessinée les révolutions et les luttes des peuples. Une fois n'est pas coutume.

L'album de Clavé montre la résistance du peuple méxicain aux tentatives de main mise des Etats Unis qui s'appuient sur le dictateur Porfirio Diaz. La population de toute une région résiste aux Américains et à l'armée mexicaine qui veut édifier un barrage hydro-électrique qui doit noyer les terres cultivables. On voit la révolte des ouvriers méxicains et indiens contre leurs conditions de travail sur les chantiers.

On sent la morgue des impérialistes avides de pillage. Autre fait positif, la lutte est dirigée par une femme, Luisa, qui plus tard, après la victoire des villageois, rejoindra les maquis du grand Pancho Villa.

Les dessins sont très beaux, les couleurs chaudes. On sent dans ce livre la dignité des peuples qui résistent.

Les Innocents del Oro
Editions DARGAUD



«Andy Gang»

La répression policière

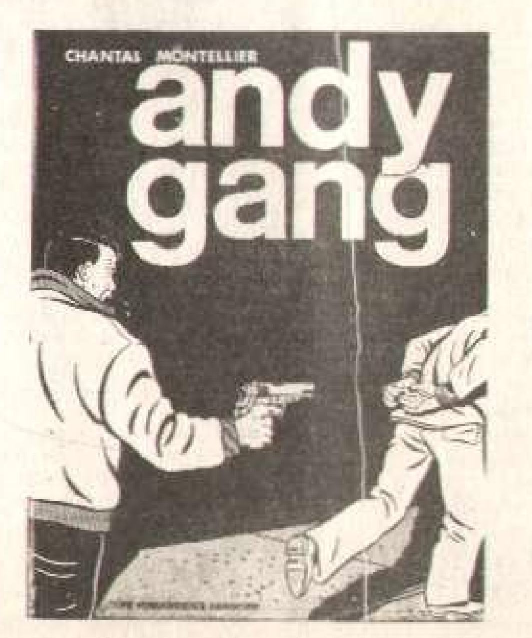
Andy Gang, ainsi s'appelle un policier de la célèbre brigade antigang. Dans un style très soigné, bien que parfois un peu froid, Chantal Montellier dénonce la police et la répression policière.

Dans une des histoires, on voit l'assassinat d'un travailleur immigré par un cow boy de la police, toujours prêt à faire feu, surtout s'il est en face d'un immigré. Un autre chapitre sur TF 2, l'émission du mercredi : « *Les Français donnent les Français* », rappelle curieusement les appels à la dénonciation lancés à la télévision française à l'occasion d'enlèvements.

Le livre reprend à peu près tous les thèmes de campagne du pouvoir sur la sécurité et les démonte. La sécurité dans le métro : tandis que les superflics font la chasse au faciès, une bande de malfrats dévalise les voyageurs sur le quai. « *On tire d'abord, on s'explique ensuite* », cette doctrine qui semble de plus en plus appliquée de nos jours par les flics est bien mise en lumière.

Plus on est haut dans l'échelle sociale, moins on a de chance d'être suspect. Réalisé à partir d'affaires ou de « *bavures* » réelles, l'album montre bien que les flics peuvent se permettre de nombreuses choses, ils seront toujours couverts par le pouvoir. Ce livre a le mérite de mettre en évidence le rôle de répression des flics vis-à-vis du peuple. Cela dans un style graphique réaliste agréable, avec beaucoup d'humour.

ANDY GANG
Editions LES HUMANOIDES ASSOCIES



Hard-rock : AC/DC en concert

Si vous avez 15, 16 ans, il y a beaucoup de chances que vous aimiez AC/DC. AC/DC ça veut dire courant alternatif/courant continu. Ça s'appelle du hard-rock. Ce sont les successeurs du Led Zeppelin des années 70. Le grand truc de Angus Young, le maître d'œuvre du groupe, c'est d'arriver sur scène en tenue de collégien : cartable et culottes courtes. « *Quand j'étais môme, l'école était un véritable cirque pour moi. Je n'y faisais que des conneries comme lancer des boulettes ou dire n'importe quoi quand le prof m'interrogeait. C'est donc pour me moquer de cette époque que j'ai commencé à porter cette tenue* ». Angus Young (interview dans *Best* du mois de décembre 1979).

Grand guignol sur scène, gag de lycéens, le son super-dur, de l'électricité plein les oreilles et des vibrations à s'éclater, voilà le cocktail qui assure à AC/DC une grande popularité à des milliers de jeunes qui en ont tellement marre du gris de tous les jours qu'ils ont envie de temps en temps de se prendre une rafale d'énergie, pendant deux heures.

Le hic, c'est que AC/DC se produit en concert par l'intermédiaire de la machine fric KCP (vous savez, ceux qui sont responsables de la mort d'un jeune Antillais à Paris, lors d'un concert de Yes !).

Et KCP ça donne à peu près ça : exemple : Lille, 18 décembre. 10 000 personnes à la Foire commerciale. Comme on bourre maxi, pour avoir une place, il faut arriver deux heures à l'avance. Pour éviter les tire-au-flanc, le SO fait entrer le public par une porte de

→

1,50 m ! Des sensations à en avoir le souffle coupé. Certains l'ont eu : piétinés, asphyxiés. Que la fête commence ! Non ! Ouf, vous y êtes. Pendant deux heures, vous allez attendre : fumées, canettes... Ça commence à manquer d'air. Surtout qu'il n'y a pas d'aération. Alors vous voulez sortir faire un tour. Pas question ! Qui sort ne peut plus rentrer. Ce sont les gorilles qui vous le disent. Ils ont des arguments. AC/DC sur scène. Le grand défoulement. Corps écrasés, l'œil tourne. 150 personnes malades qu'il faut sortir. Pour pas gâcher le plaisir, le SO les sort en les traînant par les pieds. Comme des sacs. Entre jeunes, on sait rester simples. D'ailleurs, il n'y a pas d'infirmerie : pour reprendre des couleurs, on vous laisse là dehors dans la boue (il pleut !) au milieu des tessons de bouteilles. Fin du concert.

Pour deux heures de défoulement et de plaisir, être traités comme du bétail. KCP.

Cela va-t-il durer longtemps ?

Miche DAVID

THEATRE *Claude Dhallouin*

«Danton et Robespierre» : ou un épisode de la Révolution française sur les planches



« Danton et Robespierre » sur la scène du Palais des congrès, un épisode de la Révolution française qui va de l'exécution de Louis XVI à la mort de Robespierre. Une production à *« grand spectacle »*, mise en scène par Robert Hossein, écrite en collaboration par Decaux, Lorenzi et Soria.

C'est avec quelques idées préconçues en tête que je suis allé voir cette pièce, presque sûr qu'elle se situerait dans la lignée des autres productions dites de *« masse »* d'Hossein, style *« Notre-Dame-de-Paris »* ou *« Potemkine »*. Certain d'assister à la seule confrontation de Danton et Robespierre dans une lutte pour le pouvoir. En un mot, je m'attendais à voir une pièce contre la Révolution de 1789 et, par là-même, contre toute révolution.

Dans le programme diffusé à l'entrée, on pouvait lire : *« Restitués par de grands comédiens, on retrouvera ce soir ces visages et ces regards. Mais le souhait des auteurs, c'est qu'au-delà des apparences, le spectateur découvre l'essentiel : deux concepts – cela va de soi – de la Révolution. Peut-être bien davantage : deux choix face à la vie ».*

Une phrase plus qu'ambiguë qui laissait mal augurer de la suite.

Mes idées préconçues furent vite balayées par une action menée tambour battant où l'essentiel de la réalité historique de la période était retracée. Du vote majoritaire de la Convention pour l'exécution de Louis XVI à la lutte menée par Robespierre, allié à la droite, ayant pour chef de file Danton, contre l'ultra-gauche (Hébertistes). L'ultra-gauche ou « faction des exagérés », dirigée par Hébert s'appuyant sur les justes aspirations du peuple dans sa lutte pour le pain et le travail, menait une campagne terroriste qui visait, en fait, à saper le gouvernement populaire. Cette campagne avait des aspects justes sur certains points ; que ce soit la reprise en compte des revendications populaires ou la lutte contre les Dantonistes, partisans de la paix à tout prix (rappelons que la France était en pleine guerre à ses frontières de l'Est et en butte à des insurrections d'anciens nobles à l'intérieur) et de la modération vis-à-vis des « ennemis » de la Révolution.

La faction des Hébertistes éliminée, Robespierre se retourne contre Danton et sa clique, Fabre d'Eglantine entre autres, politicien verreux compromis dans l'affaire de la « Compagnie des Indes ». On voit un Danton sarcastique et cynique, corrompu et manœuvrier, qui s'appuie sur sa popularité et son passé de « révolutionnaire » (n'est-il l'homme de la *« Patrie en danger »* et de *« La levée en masse »*) pour se défendre.

On voit également les erreurs de Robespierre qui s'isole du peuple et s'enferme dans la tour d'ivoire de la « Terreur et la Vertu », obligé de décréter des mesures d'exception au tribunal révolutionnaire pour que les accusés ne puissent s'exprimer.

Danton éliminé, Robespierre et Saint-Just s'isolent de plus en plus du peuple, les « Fripons », comme les nomme Robespierre, ont beau jeu de renverser cette direction branlante, le 9 Thermidor (27 juillet 1794). Comme s'écrie Robespierre lors de son arrestation : *« C'est le triomphe des Fripons et des voleurs ! ».*

Leur triomphe, c'est la fin de la Révolution. Suivra la « réaction thermidorienne », terrain propice pour la mort de la République et l'instauration de l'Empire.

Le texte, dit par les comédiens, est constitué pour sa majeure partie de reprises de discours ou d'interventions de l'époque, tout cela ponctué de roulements de tambour qui avivent l'intensité de l'action.

Un regret pourtant : c'est que le côté « populaire » de Danton soit si marqué, au point que l'on en oublie ses magouilles politiques et financières et que sa truculence sympathique emporte quelquefois le « morceau » par rapport à l'austérité glacée de Robespierre.

Mais aussi l'absence du peuple dans tout cela, s'il est souvent invoqué, on ne le voit guère. Cette absence entérine l'idée que ce sont les « grands hommes » qui font l'histoire, non les masses et la lutte des classes.

A la fin de la pièce, les « Fripons » triomphant, on a l'impression que la Révolution n'a servi à rien et que le peuple français s'est fait bêtement avoir dans l'histoire, qu'il n'a fait que se trouver de nouveaux maîtres.

C'est nier ou oublier toute l'évolution historique que constitue cette période, que ce soit l'abolition des privilèges du clergé et de la noblesse ou le fait que les paysans ne sont plus astreints à cultiver la terre pour les nobles, entre autres.

La fin de la féodalité et la prise du pouvoir de la bourgeoisie ne sont pas seulement le remplacement d'un maître par un autre.



Des romans pour les futurs bacheliers ... et les autres

Que lire quand on aime l'histoire, qu'on va passer en juin le bac A, B, C, D, E, F ou G et qu'on n'a pas trop de temps

Voici, en fonction du programme d'histoire au bac, une petite liste de quelques bons romans, classiques, connus qui vous permettront de vous mettre dans l'ambiance de l'époque et feront mieux passer la pilule amère des révisions !

Sur la guerre de 14-18 :

Le Feu - Henri Barbusse, 1917, Livre de poche, obtint le prix Goncourt pour le courage d'avoir osé montrer la boucherie et les conditions de vie des soldats dans les tranchées : explique les événements de l'année 1917.

Le brave Soldat Chveik, Jaroslav Hasek, 1921, Livre de poche, à se tordre de rire, sur les aventures délirantes d'un Tchèque qui voulait absolument s'enrôler dans l'armée de l'empereur d'Autriche dans un empire en pleine décomposition.

La Révolte vient de loin, Charles Tillon, 1968, Collection 10-18 : autobiographie qui raconte les mutineries de la flotte française en mer Noire et en Méditerranée en 1918-1919.

Sur l'URSS :

Et l'acier fut trempé, Ostrovski, 1931, EFR, autobiographie enthousiasme d'un jeune Russe qui nous fait revivre la Russie d'avant la Révolution à la construction du socialisme au travers de sa propre aventure.

La Jeune Garde, Alexis Fadeev, éditions de Moscou : la résistance de la jeunesse communiste de Karkov et des mines à l'occupation nazie.

Sur les USA de 1918 à 1939 :

Babbitt, Sinclair Lewis, Livre de poche, d'un humour grinçant, la vie, les mœurs et les pensées de l'« Américain moyen » de la prospérité. Un œil lucide et féroce.

Les Raisins de la colère, John Steinbeck, Livre de poche : les pérégrinations d'une famille de fermiers pauvres chassés de leur terre par les banques pendant la grande crise.

Sur la France de 1918 à 1939 :

Les trois livres de Jean-Pierre Chabrol sont un excellent témoignage. Nous les avons présentés dans un bimensuel :

Les Rebelles : La France de 1918 à 1930 dans un village de mineurs cévennols et à Paris.

La Gueuse : sur le 6 février 1934 et la crise économique et politique.

L'Embellie : sur le Front populaire et la marche à la guerre.

Tous parus en Livre de poche.



1933 : « Quand j'entends le mot culture, je sors mon revolver » (Goebbels). Les nazis brûlent les livres, E.M. Remarque est condamné à mort par contumace. B. Brecht s'exile.
1936 : les grévistes occupent au son de l'accordéon ; le pain, la paix et la liberté. La culture populaire contre l'anti-culture fasciste.

Sur l'Allemagne de 1918 à 1939 :

L'Obélisque noir, E.M. Remarque, 1953, Livre de poche : description féroce des classes moyennes et possédantes d'une petite ville, au temps où la boite d'allumettes coûtait un milliard de Mark (1923), les ferments du fascisme.

L'Irrésistible ascension d'Arturo Ui, Bertolt Brecht, NRF 1935, pièce de théâtre. Satire de l'ascension d'Hitler : faire rire et éduquer sur le monstre.

Sur la Chine de 1918 à 1945 :

L'Arbre blessé, Han Suyin, Livre de poche, à travers l'histoire de sa famille et la sienne, elle nous retrace l'évolution de la Chine.

Une fleur mortelle, Han Suyin, de 1928 à 1939 : les révolutions chinoises et la lutte contre l'envahisseur japonais.

La Condition humaine, André Malraux, Livre de poche : la grève, le soulèvement et la répression à Shanghaï en 1927.

Sur l'Espagne :

L'Espoir, André Malraux, Livre de poche.

Pour qui sonne le Glas, Ernest Hemingway, livre de poche : à travers la participation comme engagés volontaires, de ce Français et de cet Américain aux côtés des Républicains espagnols, la guerre d'Espagne, banc d'essai de la Seconde Guerre mondiale.

Sur la Deuxième guerre mondiale : une foule de livres ! Aussi j'en retiens trois seulement qui ne sont pas des romans :

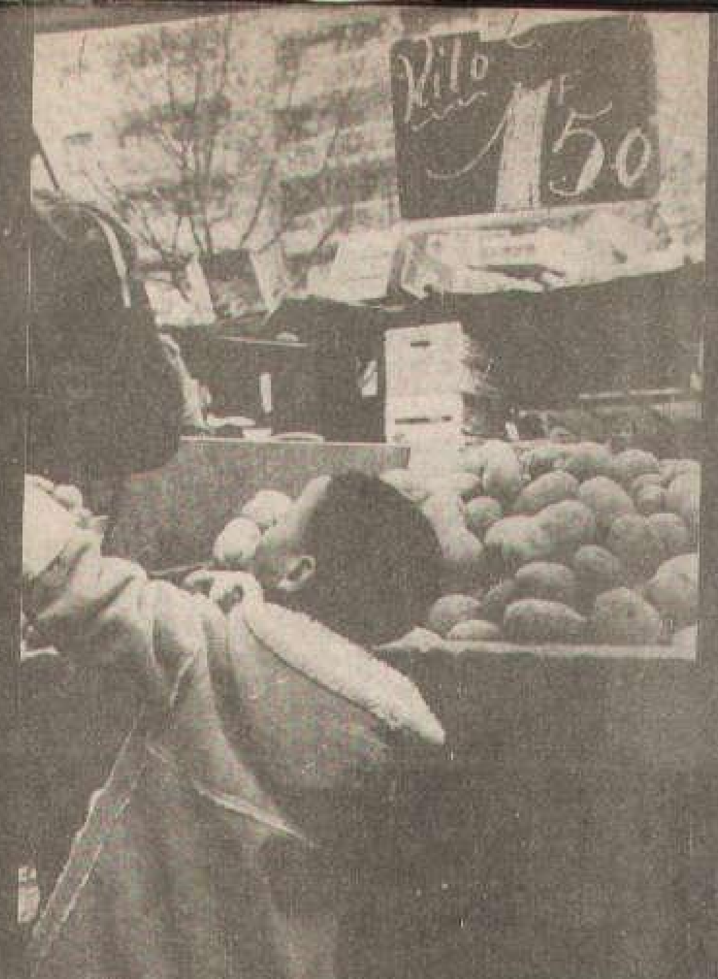
Les Bataillons de la jeunesse, Albert Ouzoulias, Éditions sociales : les jeunes dans la Résistance, de 1940 à la Libération de Paris.

Ceux qui vivent, Pierre Laffitte, Éditions sociales, la vie et la résistance de Français dans les camps de concentration.

Trafics et Crimes sous l'Occupation, Jacques Delarue, Livre de poche : comment les capitalistes et les truands français s'emplirent les poches sur la faim des Français, en collaboration avec les nazis et comment ils ne furent pas châtiés. Une bonne dénonciation.

Ces quelques livres ne représentent qu'un choix ! Alors, si vous en connaissez d'autres qui vous ont plu et qui sont révélateurs de leur période, à vos plumes.

Estelle DELMAS.





Le marché, place de commerce mais aussi lieu de rencontre. Un «comment ça va?» servant d'intoduction à cette assemblée de quartier, comme autour d'un pot aux bars

Regard sur Paris



